

Pawel Sekowski

*Les Polonais en France au lendemain
de la seconde guerre mondiale
(1944-1949)*

Histoire d'une intégration



Contenu de ce PDF :

Chapitre 2

Quelle intégration à la société d'accueil, au lendemain de la seconde guerre mondiale, pour les Polonais immigrés et fixés en France dans l'entre-deux-guerres ? Pawel Sekowski examine divers aspects de ce processus progressif concernant, dans sa grande majorité, des hommes et des femmes relevant du statut des « travailleurs étrangers » dans les années 1944-1949, processus qui fut accéléré par les années d'hostilités et le contexte particulier de l'après-guerre.

La situation de la communauté immigrée des Polonais en France, son statut et les évolutions survenues en son sein sont étudiés dans leurs dimensions à la fois sociales, politiques et culturelles. Une place prépondérante est accordée à l'analyse de trois phénomènes caractéristiques de la vie des Polonais en France, « facteurs du maintien de la polonité » : l'enseignement polonais, l'aumônerie polonaise et surtout la vie associative des Polonais en France. Ces éléments sont présentés dans la perspective du rapatriement (*reemigracja*) organisé par les autorités polonaises de Varsovie et du conflit politique profond qui surgit entre les partisans du nouveau gouvernement de la Pologne populaire (dominé par les communistes) et les militants anticommunistes polonais en France.

La période étudiée constitue un véritable tournant dans le processus de l'intégration sociale des Polonais en France, notamment pour la « deuxième génération » des immigrés, ceux-ci devenant, de plus en plus, Français d'origine polonaise.

Illustration de couverture :
Rapatriés polonais en 1947 © Pirotte Julia : Droits réservés – Succession Julia Pirotte

ISBN :

979-10-231-3485-8

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

LES POLONAIS EN FRANCE

Mondes Contemporains

collection dirigée par Éric Bussière et Olivier Forcade

Dernières parutions

Valéry Giscard d'Estaing et le Royaume-Uni.

Le rendez-vous manqué avec l'Europe ou le Brexit annoncé

Laurence Baratier-Negri

Les Batailles de 1916

Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale

Musique et politique en Allemagne, du III^e Reich à l'aube de la guerre froide

Élise Petit

Exils intérieurs. Les évacuations à la frontière franco-allemande (1939-1940)

Olivier Forcade, Mathieu Dubois, Johannes Großmann,

Fabian Lemmes, Rainer Hudemann (dir.)

Moralité du pouvoir et corruption en France et en Roumanie (XVIII^e-XX^e siècle)

Silvia Marton, Frédéric Monier & Olivier Dard (dir.)

Jacques Foccart : archives ouvertes (1958-1974). La politique, l'Afrique et le monde

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

La Grande Guerre des assiettes

Jean-Pierre Chaline (dir.)

Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine.

Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales

Olivier Zajec

Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours

Jean-Noël Luc & Arnaud-Dominique Houte (dir.)

De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)

Paul de Villelume ; édition établie par Simon Catros

Génération politique. Les « années 68 » dans les jeunesses

des partis politiques en France et en RFA

Mathieu Dubois

Émile Guillaumin, paysan-écrivain bourbonnais,

soldat de la Grande Guerre

Nadine-Josette Chaline

Pawel Sekowski

Les Polonais en France
au lendemain de la
seconde guerre mondiale
(1944-1949)

Histoire d'une intégration

Ouvrage publié avec le concours de Sorbonne Université

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

© Sorbonne Université Presses, 2019

ISBN : 979-10-231-0631-2

Mise en page 3d2s/Emmanuel Marc Dubois (Paris/Issigeac)
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

SUP

Maison de la Recherche
Sorbonne Université
28, rue Serpente
75006 Paris

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

*En hommage à Janine Ponty,
une tentative de poursuivre ses recherches*

Pawel Sekowski est docteur en histoire moderne et contemporaine de Sorbonne Université et docteur en sciences humaines (histoire) de l'université Jagellonne de Cracovie (Pologne). Il est maître de conférences à l'Institut d'histoire de l'université Jagellonne. Il est également l'auteur et l'éditeur scientifique de deux ouvrages et l'auteur de plus de vingt articles scientifiques. Sa recherche se concentre essentiellement sur l'histoire et la sociologie de l'immigration, l'histoire des réfugiés en Europe, l'histoire politique et sociale de la Pologne et de la France pendant et après la seconde guerre mondiale.

Mondes Contemporains

collection dirigée par
Éric Bussière et Olivier Forcade

Consacrée aux questions internationales, aux pays étrangers, aux grands problèmes de notre temps, **Mondes contemporains** est une collection fondée sur une approche historique qui veut unir la recherche dans les archives à la réflexion sur les enjeux, les conflits et les systèmes internationaux depuis le XIX^e siècle.

REMERCIEMENTS

Ce livre n'aurait pu voir le jour sans l'aide de nombreuses personnes. C'est ici l'occasion de leur exprimer ma gratitude. J'aimerais particulièrement remercier M. le professeur Olivier Forcade, qui a été non seulement mon directeur de recherche français pendant la préparation de la thèse de doctorat qui est à l'origine de ce livre, mais aussi un véritable parrain sur les sentiers de ma vie scientifique depuis 2009. Mes remerciements vont aussi à M. le professeur Wojciech Rojek, de l'université Jagellonne de Cracovie, mon directeur de recherche polonais, dont les conseils et les remarques ont été très précieux. M. Rojek, auquel je suis particulièrement reconnaissant de son appui, est décédé en 2015, quelques semaines à peine après la soutenance de ma thèse de doctorat. Je remercie M. le professeur Józef Łaptos, de l'Université Pédagogique de Cracovie, et M. le professeur Didier Musiedlak, de l'Université de Paris-Nanterre, qui étaient prérapporteurs de ma thèse, tout comme Mme le professeur Janine Ponty, la plus grande spécialiste de l'histoire des Polonais en France, décédée en 2017, qui fut membre du jury de soutenance et une relectrice attentive de ma thèse. Grâce à leurs conseils et à leurs remarques bienveillantes, le travail de remaniement de cette thèse de doctorat à des fins de publication a été considérablement facilité. Je remercie M. le professeur Krzysztof Zamorski, président du jury de soutenance, qui m'a encouragé dans toutes les démarches consécutives à la soutenance de ma thèse, tout en affrontant une situation délicate après le décès prématuré du professeur Rojek.

Les recherches systématiques dans les archives et les bibliothèques de trois pays exigent certains moyens financiers; je remercie par conséquent tous ceux qui ont contribué à les financer avec moi, aux diverses étapes de ce processus, et sans qui ce livre n'aurait certainement pas abouti. L'ambassade de France à Varsovie m'a attribué la bourse du gouvernement français pour effectuer mes recherches en France pendant dix mois. La Société historique et littéraire polonaise à Paris a financé, dans le cadre des bourses du fonds Jean et Suzanne Brzękowski, mes deux séjours d'un mois à Paris. La bourse du fonds Florentyna Kogutowska, attribuée par M. le recteur de l'université Jagellonne pour un séjour d'un mois à l'étranger, a quant à elle rendu possibles mes recherches à Londres. Mes trois séjours scientifiques hors de la Pologne ont été financés par la faculté d'Histoire de l'université Jagellonne, dans le cadre des concours pour le soutien aux jeunes chercheurs. Un soutien financier non négligeable m'a également été

attribué à deux reprises par la Société des doctorants de l'université Jagellonne (Towarzystwo Doktorantów UJ), par la voie des concours pour l'aide financière organisés par cette société.

Je remercie M. Maciej Morawski, fils du dernier ambassadeur à Paris du gouvernement polonais en exil, qui a bien voulu accepter de me confier ses souvenirs et ses observations, contribuant ainsi à l'enrichissement de ce travail.

Parmi tous les membres du personnel des institutions où j'ai conduit mes recherches, je voudrais remercier particulièrement Mme Ewa Rutkowska, responsable des manuscrits à la Bibliothèque polonaise de Paris, et M. le docteur Witold Zahorski, secrétaire de la Société historique et littéraire polonaise.

Mes remerciements vont à mes parents, Jadwiga et Tomasz, qui m'ont fortement encouragé pendant toute la période de la préparation de ma thèse de doctorat. Je remercie ma compagne Karolina de son soutien pendant le temps du remaniement de la thèse en vue de la présente publication.

10 Enfin, je remercie mes enfants Zofia et Jerzy qui ont patiemment subi les années de mon travail, d'abord sur la thèse de doctorat et ensuite sur ce livre, et qui ont fait preuve d'une grande indulgence pendant tout le temps nécessaire pour les mener à bien. Étant nés pendant la préparation de ma thèse, ils ne connaissaient jusqu'à présent pas d'autre temps.

NOTE DE L'AUTEUR

Ce livre étant rédigé en français, il a souvent bien évidemment fallu décider soit de l'emploi des expressions en langue polonaise, soit de leur traduction. Nous avons fait le choix de traduire les phrases issues des sources examinées, en n'y adjoignant les expressions originales que dans les cas où cela semblait indispensable.

Nous avons décidé d'écrire les patronymes et les prénoms des Polonais dans leurs versions originales, si c'était là l'usage voulu par les intéressés. Ainsi, dans ce travail sont par exemple mentionnés le recteur Franciszek Cegiełka ou les ambassadeurs Kajetan Morawski et Stanisław Skrzyszewski. Certaines personnalités se servaient de la forme française de leur prénom ou utilisaient les deux formes – polonaise et française – en fonction de la situation. Nous avons pris la décision de n'utiliser les formes françaises que dans le cas de Français d'origine polonaise qui en faisaient l'usage eux-mêmes, comme André Poniatowski ou François Pułaski (Pułaski).

Les signes diacritiques des patronymes et toponymes polonais sont conservés – Wrocław et Gdańsk, par exemple. En revanche, nous avons préféré utiliser les versions françaises des toponymes ayant une traduction usuelle – comme Varsovie et Cracovie (respectivement Warszawa et Kraków en polonais).

Concernant les sigles utilisés dans ce livre pour désigner les organisations polonaises les plus importantes en France, nous avons choisi leur version française, puisque des traductions usuelles et souvent même officielles ont déjà cours. Il s'agit surtout des principales organisations centrales des associations d'immigrés polonais en France de l'époque. C'est pourquoi la Centralny Związek Polaków we Francji (l'Union centrale des Polonais en France) est devenue l'UCPF, le Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego we Francji (le Comité polonais de libération nationale en France), devenu par la suite le Rada Narodowa Polaków we Francji (le Conseil national des Polonais de France), s'est mué en CPLN, puis en CNPF, et la Polskie Zjednoczenie Katolickie (l'Union des associations catholiques polonaises) est mentionnée par le sigle UACP.

La majorité des noms des associations polonaises dont il est question dans ce livre sont cependant abrégés selon les sigles polonais dans les cas où une version française du sigle n'était pas d'usage – l'Organizacja Pomocy Ojczyźnie (l'Organisation d'aide à la patrie), par exemple, est mentionnée par le sigle OPO et la Federacja Emigrantów i Robotników Polskich (la Fédération des

ouvriers et émigrés polonais en France) par le sigle FREP. D'autres associations ou institutions polonaises ne sont évoquées que dans leurs formes complètes françaises, sauf lors de la première citation qui en est faite dans cet ouvrage, où leur nom polonais est mentionné entre parenthèses.

12 Les ministères des différents gouvernements auxquels il est fait allusion dans le livre sont d'habitude mentionnés sans qu'il soit précisé de quel gouvernement il s'agit. Dans l'hypothèse où l'appellation d'un ministère particulier serait identique pour plusieurs gouvernements ou dans le cas où la situation pourrait prêter à confusion, une précision sera apportée. Pour le portefeuille de l'Enseignement, par exemple, le gouvernement français comptait dans sa structure le ministère de l'Éducation nationale, le gouvernement polonais de Varsovie avait son ministère de l'Instruction (Ministerstwo Oświaty) et le gouvernement polonais en exil à Londres son ministère de l'Instruction publique et des Cultes (Ministerstwo Wyznań Religijnych i Oświecenia Publicznego). Ainsi, il n'est pas nécessaire d'apporter des précisions supplémentaires, sauf dans le cas de la première occurrence. De même, le gouvernement français comptait un ministère du Travail et les gouvernements polonais en concurrence avaient leurs ministères du Travail et de la Protection sociale (Ministerstwo Pracy i Opieki Społecznej), c'est pourquoi il n'a pas semblé nécessaire d'explicitier l'expression « ministre du Travail » ; mais il fallait préciser à quel gouvernement se réfère l'appellation « ministère du Travail et de la Protection sociale ». C'est aussi le cas des ministères de l'Intérieur (en polonais : Ministerstwo Spraw Wewnętrznych), car les trois gouvernements comptaient dans leurs institutions des portefeuilles nommés de cette façon.

Dans le cas particulier des ministères des Affaires étrangères des deux pays, nous avons pris la décision d'utiliser le sigle MAE pour le portefeuille français et le sigle polonais MSZ (Ministerstwo Spraw Zagranicznych) pour ceux des gouvernements polonais en concurrence. Ce sont les seuls ministères dont les noms sont abrégés dans ce livre.

PREMIÈRE PARTIE

**La situation et les changements
au sein de l'immigration polonaise
d'avant-guerre au lendemain
de la seconde guerre mondiale**

LE RAPATRIEMENT DES ANCIENS IMMIGRÉS POLONAIS : L'ACTION DE *REEMIGRACJA*

Le retour des Polonais de France dans leur patrie – la nouvelle Pologne populaire, sortie de la tourmente de la seconde guerre mondiale et dorénavant soumise à la domination des communistes – constituait l'enjeu principal de la politique des autorités de la Pologne populaire envers ses ressortissants résidant en France. En effet, le retour du plus grand nombre d'émigrés possible, dont l'écrasante majorité étaient d'origine paysanne et qui appartenaient, en France, à la classe ouvrière, représentait pour la nouvelle Pologne populaire une sorte de légitimation du nouveau régime politique établi sur la Vistule dès la libération du territoire polonais de l'occupation allemande. La Pologne, « mauvaise belle-mère » autrefois, serait ainsi devenue la « bonne mère » pour ses fils et ses filles dispersés dans le monde entier. Sur un plan plus pragmatique, le retour de dizaines de milliers de travailleurs polonais, notamment des mineurs expérimentés, constituait pour la Pologne l'occasion d'obtenir une main-d'œuvre qualifiée, indispensable pour la reconstruction de l'économie nationale polonaise après les destructions de la seconde guerre mondiale et pour l'exploitation des nouveaux territoires occidentaux polonais, jusque-là allemands. C'est pourquoi les rapatriés furent placés dans des zones spécifiquement désignées, en fonction des besoins économiques et de la politique de population. La France, réceptacle majeur de l'émigration ouvrière polonaise en Europe, devint l'objectif principal de cette politique du gouvernement polonais de Varsovie.

La question du rapatriement (*reemigracja*) des immigrés polonais de France dans leur patrie constitue l'objet de recherche de la thèse de Joanna Szulc, soutenue en 2012 à l'université de Lorraine, à Metz¹, et de celle d'Aneta Nisiobęcka, soutenue en 2015 à l'université de Varsovie², ce qui nous autorise

- 1 Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration. Le retour des Polonais au pays de 1945 au début de la guerre froide*, thèse de doctorat en histoire sous la dir. d'Olivier Dard, université de Lorraine, Metz, 2012.
- 2 Aneta Nisiobęcka, *Reemigracja Polaków z Francji oraz ich adaptacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1950* [Le Rapatriement des Polonais de France et leur adaptation en Pologne populaire dans les années 1945-1950], thèse de doctorat en sciences politiques sous la dir. de Maria Pasztor, université de Varsovie, 2015. Thèse à paraître en Pologne en 2019 dans une version remaniée par l'Institut de la mémoire nationale de Varsovie, sous le titre : *Z Lens do Wałbrzycha. Powrót Polaków z Francji oraz ich adaptacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1950* [De Lens à Wałbrzych. Le retour des Polonais de France et leur adaptation dans la Pologne populaire dans les années 1945-1950].

à éluder le déroulement de l'action de rapatriement des Polonais de France entre 1945 et 1949. Nous approfondirons cependant certains aspects de cette entreprise, notamment les chiffres, qui diffèrent selon les sources, et la question des motivations ayant présidé aux décisions prises par les immigrés polonais – tant ceux qui firent le choix de retourner en Pologne que ceux qui restèrent en France.

LES PREMIERS RETOURS : AVANT L'ACCORD FRANCO-POLONAIS

110 Le premier ambassadeur de la Pologne populaire en France, Stefan Jędrzychowski, a écrit dans ses mémoires concernant sa mission en France que les plans de l'action de rapatriement des immigrés polonais – y compris les mineurs – rencontrèrent la compréhension et l'appui des principaux cadres du PCF, Maurice Thorez et Jacques Duclos, et cela dès le mois de mai 1945³. En effet, la propagande des adhérents du gouvernement provisoire varsovien pour le rapatriement – tant des réfugiés de guerre et « personnes déplacées » polonaises que des travailleurs polonais arrivés en France avant les hostilités – fut déclenchée bien avant le mois de juillet 1945, c'est-à-dire alors que les autorités françaises reconnaissaient toujours le gouvernement polonais en exil⁴.

Les premiers retours eurent lieu avant la signature de la première convention franco-polonaise sur le rapatriement. Parmi ces pionniers destinés à s'installer sur les nouveaux territoires occidentaux polonais se trouvaient des militants de l'Union de la jeunesse polonaise « Grunwald »⁵. En outre, un certain nombre d'activistes polonais du PCF et d'anciens des Brigades internationales (BI) rentrèrent en Pologne populaire pour accéder à des postes plus ou moins importants dans l'administration du pays ou dans les structures du Parti ouvrier polonais (PPR). Ces départs étaient organisés dans le cadre de convois de

3 Stefan Jędrzychowski, *Przedstawicielstwo PKWN i Rządu Tymczasowego RP we Francji* [La Représentation du CPLN et du gouvernement provisoire de la Pologne en France], Warszawa, MSZ, coll. « Materiały i Studia Historyczne », 1987, p. 20.

4 BPP, BPP 1171, rapport n° 3 sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale en France entre le 15 janvier et le 31 mars 1946, Paris, le 1^{er} avril 1946, fol. 4 (ce document se trouve aussi dans : BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/1, fiches non paginées). La différence entre la notion de « personne déplacée » (*displaced person*, DP) et celle de « réfugié » – qui sont très souvent confondues, tant dans les récits de l'époque que dans l'historiographie contemporaine – se trouve dans le fait que la personne déplacée n'a pas quitté son pays pour des raisons politiques, par crainte de persécutions religieuses ou raciales mais a été déplacée de son pays de force par l'occupant pendant la guerre. Une personne déplacée quitte son pays contre son gré et se déplace de façon passive, sans le choisir, contrairement au réfugié qui « choisit » de partir de son pays.

5 Janine Ponty, « Un enjeu des relations franco-polonaises : l'immigration collective et le retour en Pologne, 1919-1948 », dans Bernard Michel et Józef Łaptos (dir.), *Les Relations entre la France et la Pologne au xx^e siècle*, Kraków, Eventus, 2002, p. 102.

personnes déplacées polonaises (surtout des déportés pour des travaux forcés dans l'Est de la France) ou de rapatriés soviétiques. Les autorités françaises étaient bien conscientes de ces démarches clandestines entreprises par les militants communistes polonais⁶.

La France essaya de retarder le rapatriement des masses de travailleurs polonais, ceux-ci constituant une main-d'œuvre non seulement nombreuse mais très expérimentée et très prisée, voire indispensable dans le cas des mines à l'époque. Au début du mois de juin 1945, lors de la réunion interministérielle de plusieurs membres du gouvernement français, le nombre de Polonais déjà rapatriés fut estimé à presque 1 000⁷.

À ces anciens immigrés polonais rapatriés de France en 1945 il faut ajouter un groupe spécifique. En novembre 1945, les soldats des 19^e et 29^e régiments d'infanterie polonaise, deux unités polonaises ayant fait partie de la 1^{re} armée française et reconnaissant les autorités polonaises de Varsovie, revinrent en Pologne dans leur uniforme. Après la fin des hostilités, ces unités avaient stationné plusieurs mois durant dans la zone d'occupation française en Allemagne. En effet, les volontaires engagés dans ces unités étaient issus de l'ancienne immigration polonaise, établie en France dès l'entre-deux-guerres. Ces deux bataillons polonais comptaient environ 2 800 soldats⁸.

LE RAPATRIEMENT ORGANISÉ DANS LE CADRE DES CONVENTIONS FRANCO-POLONAISES (1946-1948) : DÉROULEMENT ET BILAN

La première convention sur le rapatriement des travailleurs polonais de France fut signée le 20 février 1946. Elle portait sur le retour dans leur patrie, jusqu'au 15 juillet de la même année, de 5 000 mineurs, un nombre faible du fait de la

- 6 Le déroulement de ces départs est décrit par Joanna Szulc dans *De l'émigration à la réémigration* (op. cit., p. 215-216).
- 7 Janine Ponty, « Un enjeu des relations franco-polonaises », art. cit., p. 103. Kazimiera Maj avait fourni le chiffre de « plus de 930 » personnes rapatriées clandestinement, qui fut repris par Joanna Szulc : voir Kazimiera Maj, *Polscy komuniści we Francji, 1919-1946* [Les Communistes polonais en France, 1919-1946], Warszawa, Książka i Wiedza, 1971, p. 213 ; Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 216. Un chiffre tout à fait différent fut apporté par Leon Turajczyk, qui se référa à Jan Blacha, premier secrétaire de la section française du Parti ouvrier polonais (PPR) : celui-ci avait avancé le nombre de 1 416 membres du PPR rapatriés de France avant le commencement de l'action de rapatriement des immigrés polonais. Voir Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji, 1944-1948* [Les Associations sociales et politiques polonaises en France, 1944-1948], Warszawa, Książka i Wiedza, 1978, p. 159 (réf. 201).
- 8 Sur les deux bataillons polonais dans le cadre de la 1^{re} armée française, voir le chapitre 5, « Les anciens immigrés polonais toujours dans l'uniforme militaire après la Libération de la France : les deux nouvelles mobilisations et la démobilisation des ressortissants polonais de France ».

volonté de la France de ne pas se défaire de trop d'immigrés polonais, dont le travail était très apprécié.

112 Les questions précises concernant la répartition des immigrés à faire rapatrier au cours de l'année selon leur niveau de qualification professionnelle et les mines dans lesquelles ils étaient employés étaient, selon l'article 3 de l'accord, du ressort de la Commission mixte franco-polonaise qui était composée de deux délégués gouvernementaux français (du ministère du Travail et du ministère de la Production industrielle), de deux délégués polonais (de l'ambassade de Pologne à Paris et du Conseil national des Polonais de France – l'organisation centrale des associations d'immigrés polonais en France reconnaissant le gouvernement varsovien) et de deux délégués syndicaux de la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol de la Confédération générale du travail (CGT), dont un Français et un Polonais relevant de la section polonaise de la CGT⁹. Le rapatriement des mineurs polonais en 1946 devait concerner 3 650 familles du Nord-Pas-de-Calais ; 450 familles de Moselle et de Meurthe-et-Moselle ; 300 familles des départements des Bouches-du-Rhône, du Gard et de Haute-Loire ; 200 familles de la Loire et de l'Isère ; 200 familles de la Saône-et-Loire et de la Nièvre ; 150 familles du Tarn et de l'Aveyron ; et enfin 50 familles du Puy-de-Dôme¹⁰.

Bien que, pendant toute l'année 1945, les militants du courant provarsovien eussent appelé leurs compatriotes travaillant en France à retourner le plus vite possible dans leur pays d'origine, les représentants de la Pologne populaire en France n'étaient pas préparés pour gérer efficacement les nombreuses demandes de retour déposées par des immigrés polonais. En effet, la propagande vantant le retour immédiat était dirigée vers toute la communauté polonaise, alors que le rapatriement devait être subordonné à des quotas inscrits dans la convention sur le rapatriement. Les personnes inscrites sur les listes des candidats au retour étaient attentistes et il n'était pas rare que des ouvriers agricoles cessassent leur travail, bien que la date de leur retour n'eût pas encore été fixée¹¹. Le premier appel à l'enregistrement des candidats pour le retour en Pologne parut dans le journal communiste publié à Paris *Gazeta Polska* [Journal polonais], le

9 Pour plus de précisions sur l'organisation et le fonctionnement de la Commission mixte franco-polonaise, voir : Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 259-260 ; Aneta Nisiobęcka, *Reemigracja Polaków z Francji oraz ich adaptacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1950*, op. cit., p. 152-155.

10 BPP, BPP 1171, rapport n° 4 sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale en France, entre le 1^{er} avril et le 31 juillet 1946, Paris, 31 juillet 1946, fol. 21 (ce document se trouve aussi dans : BPP, fonds M. Biesiekiński, art. prov. 4/1, fiches non paginées) ; Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 258.

11 *Ibid.*, p. 211.

6 mars 1946. L'enregistrement était effectué dans les consulats polonais en France. L'entreprise commença à la mi-mai, dans le bassin du Nord-Pas-de-Calais, et le premier convoi partit le 19 mai¹². Les mineurs rapatriés étaient principalement installés dans les nouveaux territoires occidentaux de la Pologne.

Les autorités polonaises de Varsovie fixèrent des plafonds maximums pour les versements effectués à la banque PKO aux familles des mineurs inscrits au rapatriement, avant leur départ. Les Polonais ayant travaillé en France moins de cinq ans étaient autorisés à verser jusqu'à 100 000 francs, ceux qui avaient travaillé entre cinq et dix ans pouvaient verser jusqu'à 150 000 francs, enfin les travailleurs ayant plus de dix ans d'expérience en France pouvaient verser 200 000 francs maximum. Le taux d'échange d'un franc était fixé à 0,84 zlotys polonais¹³.

Mieczysław Biesiekierski, conseiller pour les affaires sociales de l'ancien ambassadeur polonais Kajetan Morawski, a estimé à 3 600 le nombre de mineurs du Nord-Pas-de-Calais qui, avec leurs familles, retournèrent au pays au cours de 1946 dans le cadre de vingt-quatre voyages. En outre, cinq convois de mineurs du Sud-Est de la France et trois convois de mineurs de l'Est du pays furent organisés¹⁴. Les chiffres de la préfecture du Pas-de-Calais confirmaient les estimations des militants anticommunistes polonais : 2 353 mineurs partirent de Lens (Pas-de-Calais) et 1 251 de Douai ou Valenciennes (Nord) au cours de toute l'année 1946, dans le cadre de 24 voyages. En comptant les membres de leur famille, ce sont 12 906 Polonais qui en 1946 quittèrent les deux départements septentrionaux pour retourner dans leur pays d'origine¹⁵. À titre

12 « Pod światło: kto odpowie? » [Sur la lumière : qui va répondre ?], *Sztandar Polski*, n° 23, 19 mai 1946, p. 2. D'après Aneta Nisiobęcka, le premier convoi partit le 15 mai 1946, voir : Aneta Nisiobęcka, *Reemigracja Polaków z Francji oraz ich adaptacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1950, op. cit.*, p. 201-202.

13 « W sprawie operacji pieniężnych w związku z wyjazdem górników, powracających do Polski » [Sur les opérations financières liées au départ des mineurs retournant en Pologne], *Gazeta Polska*, 23 mai 1946.

14 BPP, BPP 1171, rapport n° 4 sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale en France, entre le 1^{er} avril et le 31 juillet 1946, Paris, 31 juillet 1946, fol. 21 ; *ibid.*, rapport n° 5 sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale en France entre le 1^{er} août et le 15 novembre 1946, Paris, [après le 15 novembre 1946], fol. 42. Ces documents se trouvent aussi dans : BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/1, fiches non paginées.

15 Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration, op. cit.*, p. 325. En apportant des chiffres précis pour les deux départements, Joanna Szulc écrit de façon erronée que ces statistiques concernent le seul département du Pas-de-Calais. Il faut mentionner le fait qu'Alain Girard a autrefois apporté le chiffre de 2 416 mineurs rapatriés du Pas-de-Calais. Cette information n'est pas forcément contradictoire avec les données de la préfecture du Pas-de-Calais (2 353 mineurs, dont un convoi était parti du Pas-de-Calais), car il n'est pas exclu que des mineurs du Nord eussent pu partir du Pas-de-Calais et inversement : Alain Girard, « Les Polonais dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais », dans Alain Girard et Jean Stoetzel, *Français et immigrés*, t. II, *Nouveaux documents sur l'adaptation. Algériens*,

de comparaison, le nombre de Polonais de Lorraine rapatriés en 1946 atteignit, selon la Commission mixte franco-polonaise, 1 858 personnes (membres des familles inclus)¹⁶.

Outre le rapatriement des familles des mineurs, en vertu d'un accord franco-polonais distinct du 10 septembre 1946, 2 000 travailleurs polonais, dont la majorité étaient ouvriers agricoles, purent retourner dans leur patrie¹⁷.

Au mois d'octobre 1946, le rapatriement des cultivateurs polonais commença. Contrairement aux mineurs, les travailleurs agricoles ne purent pas faire le voyage gratuitement. Les intéressés devaient payer 2 000 francs pour eux-mêmes, 1 500 francs pour une personne accompagnante de plus de 5 ans et 1 000 francs pour chaque personne supplémentaire. De plus, les travailleurs agricoles polonais n'étaient autorisés à emporter qu'un bagage de 150 kilos par personne, tandis que le poids des bagages des mineurs rapatriés n'était pas limité¹⁸. Cela montre que le retour des mineurs constituait la priorité absolue pour les autorités de la Pologne populaire.

D'après les statistiques de l'ambassade de Pologne à Paris, au cours de l'année 1946, 5 029 mineurs et 1 712 travailleurs agricoles polonais présents sur l'ensemble du territoire français retournèrent en Pologne. À ces 6 745 travailleurs il faut ajouter les membres de leurs familles, de sorte que le nombre total de Polonais rapatriés en 1946 s'élevait à 19 595 personnes¹⁹. Le plafond de 5 000 mineurs pour la France entière établi dans l'accord franco-polonais

Italiens, Polonais : le Service social d'aide aux émigrants, Paris, PUF/Ined, coll. « Travaux et documents », 1954, p. 211.

16 Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 330.

17 Aneta Nisiobęcka, *Reemigracja Polaków z Francji oraz ich adaptacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1950*, op. cit., p. 162. Joanna Szulc écrit qu'il s'agit-là d'« un avenant au premier accord », fait par la Commission mixte en août 1946, voir : Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 258.

18 BPP, BPP 1171, rapport n° 5 sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale en France entre le 1^{er} août et le 15 novembre 1946, Paris, [après le 15 novembre 1946], fol. 42 ; ce document se trouve aussi dans : BPP, fonds M. Biesiekiński, art. prov. 4/1.

19 « Konferencja w sprawie repatriacji » [La conférence sur le rapatriement], *Gazeta Ludowa*, n° 9, 28 février 1947, p. 7 ; Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 259 ; Alain Girard, « Les Polonais dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais », art. cit., p. 211. Aneta Nisiobęcka apporte le nombre de 19 695 Polonais rapatriés en 1946 : Aneta Nisiobęcka, *Reemigracja Polaków z Francji oraz ich adaptacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1950*, op. cit., p. 163, 202. L'*Annuaire statistique de la république de Pologne de 1947* fournit le chiffre de 10 078 rapatriés dans le cadre de la *reemigracja* entre le mois de juillet et le mois de décembre : *Rocznik Statystyczny 1947* [Annuaire statistique de la république de Pologne 1947], Warszawa, GUS [Office central de la statistique], 1947, p. 28. Leon Turajczyk a estimé à environ 25 000 le nombre de Polonais rapatriés dans le cadre de la *reemigracja* en 1946 : Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 161. Dans un article précédent, il avait apporté le chiffre de 25 900 rapatriés en 1946 : *id.*, « Polonijne organizacje społeczno-polityczne we Francji i ich postawa wobec powrotu emigracji zarobkowej do kraju, 1945-1948 » [Les organisations sociales et politiques polonaises en France et leur attitude envers le retour de l'émigration économique au pays, 1945-1948], *Materiały i Studia z najnowszej historii Polski*, vol. 3, 1967, p. 62.

fut atteint. La majorité des rapatriés dans le cadre de l'action de *reemigracja* revinrent sur la base de passeports polonais individuels, y compris les Français d'origine polonaise²⁰.

La convention sur le rapatriement pour l'année 1947 fut signée le 28 novembre 1946. D'après cet arrangement, 17 000 travailleurs polonais devaient quitter la France au cours de l'année 1947, dont :

- 8 000 mineurs toutes exploitations confondues (charbon, fer, potasse, etc.) ;
- 6 000 ouvriers agricoles, fermiers et métayers ;
- 1 000 ouvriers industriels ;
- 2 000 « divers, notamment commerçants, artisans, invalides, sans profession, etc. ».

Comme l'année précédente, la Commission mixte franco-polonaise était chargée de qualifier des candidats au rapatriement. Les rapatriements de 1947 furent conduits entre les mois de février et de novembre, en commençant par les familles des ouvriers agricoles. Les mineurs et les ouvriers industriels rentrèrent à partir du mois d'avril.

En 1947, pour la première fois, l'action de rapatriement des Polonais de France était coordonnée, pour ce qui était du ressort polonais, par un corps distinct, la délégation pour la France du plénipotentiaire général du gouvernement de la république de Pologne pour le rapatriement (Delegatura Generalnego Pełnomocnika Rządu RP do Spraw Repatriacji we Francji), créée en janvier 1947. La délégation avait son siège à Paris et disposait de deux bureaux locaux : à Lens (Pas-de-Calais) et à Douai (Nord). Cet organisme était responsable du travail des représentants polonais de la Commission mixte franco-polonaise²¹.

Le premier convoi partit d'Arras (Pas-de-Calais) le 28 février. Le deuxième, qui démarra le 10 mars 1947 de Châlons-sur-Marne, fut repoussé au fort Moselle de Metz par les autorités américaines en Allemagne parce que les représentants polonais de la commission avaient essayé de présenter ce convoi de travailleurs comme un retour de réfugiés de guerre, le transit de cette catégorie étant beaucoup moins coûteux²².

20 Kazimierz Pudło, « La réadaptation en Pologne des Polonais de France après la deuxième guerre mondiale », dans Edmond Gogolewski (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, Villeneuve d'Ascq, conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle (Lille 3), 1999, p. 206.

21 Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji, op. cit.*, p. 202.

22 BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 5, ministère du Travail, Direction générale de travail et de la main-d'œuvre, Direction de la main-d'œuvre : circulaire n° 145/46 du 19 décembre 1946 concernant le rapatriement des travailleurs polonais ; « Choć po krótce » [Brièvement], *Gazeta Ludowa*, n° 9, 28 février 1947, p. 7 ; BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/1, rapport n° 6 sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale en France, entre

Jusqu'au 20 avril 1947, l'action de rapatriement concernait environ 4 725 travailleurs agricoles et membres de leurs familles, alors que les prévisions antérieures des autorités polonaises annonçaient 3 000 familles. Entre janvier et mi-avril 1947, le rapatriement concernait plus d'ouvriers industriels que de mineurs²³. Ainsi l'intérêt des immigrés polonais pour le retour dans leur patrie était-il en dessous des espoirs des dirigeants de la Pologne populaire.

Le conseiller de l'ambassadeur du gouvernement en exil, Mieczysław Biesiekierski, calcula que même en admettant 50 convois pour toute l'année 1947, le rapatriement au cours de cette année ne pouvait dépasser 25 000 personnes, c'est-à-dire environ 50 % de l'effectif total prévu par le gouvernement de la Pologne populaire²⁴.

En ce qui concerne les données officielles polonaises annoncées par Henryk Birecki, chef de la délégation pour la France de l'Office national du rapatriement (Państwowy Urząd Repatriacyjny, PUR), le rapatriement en 1947 concernait 13 687 travailleurs et 16 466 membres de leurs familles, soit au total 30 153 personnes. Le nombre de travailleurs rapatriés aurait constitué 80,51 % du quota fixé dans la convention sur le rapatriement²⁵.

Enfin, le compte-rendu du secrétariat de la Commission mixte franco-polonaise de rapatriement nous apporte les chiffres suivants : 13 018 travailleurs rapatriés, dont 12 899 étaient issus de l'ancienne immigration et 119 personnes appartenaient à la « nouvelle » immigration (réfugiés de guerre). Parmi les rapatriés on comptait 4 272 agriculteurs, 3 451 mineurs, 3 314 ouvriers industriels et 1 981 Polonais « divers ». Les autorités polonaises de Varsovie réussirent à organiser le retour de 71,2 % du nombre prévu de travailleurs agricoles et seulement 43,14 % du quota prévu pour les mineurs. C'est pourquoi le nombre d'ouvriers industriels polonais qui retournèrent effectivement en Pologne en 1947 constituait 331,4 % du quota initialement fixé (de 1 000 ouvriers). Parmi les mineurs, 845 Polonais du Pas-de-Calais (sur 2 500 prévus!) et 684 Polonais du Nord. Dans le Pas-de-Calais, outre les mineurs, 263 agriculteurs, 234 ouvriers industriels et 345 mineurs retraités quittèrent la France. Bien entendu, ces

le 16 novembre 1946 et le 25 mai 1947, Paris, [après le 25 mai 1947], p. 4-5 ; Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 286-287, 315 ; Aneta Nisiobęcka, *Reemigracja Polaków z Francji oraz ich adaptacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1950*, op. cit., p. 208. Sur la nouvelle composition de la Commission mixte franco-polonaise, voir : *ibid.*, p. 287.

23 BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/1, rapport n° 6 sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale en France entre le 16 novembre 1946 et le 25 mai 1947, Paris, [après le 25 mai 1947], p. 5 ; Aneta Nisiobęcka, *Reemigracja Polaków z Francji oraz ich adaptacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1950*, op. cit., p. 180.

24 BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/1, rapport n° 7 sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale en France, entre le 25 mai et le 31 octobre 1947, [Paris], le 15 novembre 1947, p. 9.

25 *Ibid.*, rapport n° 8 sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale en France, entre le 1^{er} novembre 1947 et le 31 mai 1948, [Paris, après le 31 mai 1948], p. 10.

chiffres ne se référaient qu'aux travailleurs actifs, ou plus précisément aux « têtes de familles » qui étaient partis avec femmes et enfants. Le nombre total de Polonais rapatriés en 1947 était, selon les données de la Commission mixte, d'environ 29 500 personnes²⁶. Au total, 56,6 % des Polonais rapatriés en 1947 partirent du Nord-Pas-de-Calais et 3,4 % de Lorraine²⁷.

Contrairement à l'année précédente, la majorité des Polonais rapatriés en 1947 retournèrent en Pologne sur la base des passeports collectifs²⁸.

La troisième convention sur le rapatriement fut signée le 24 février 1948. La date relativement tardive de cette signature résulte du fait que les autorités françaises avaient durci leur attitude envers le rapatriement des Polonais, ce qui n'était pas étranger au changement dans le climat des relations diplomatiques entre la France et la Pologne populaire²⁹. Cette nouvelle convention fixa le plafond des rapatriés à 16 000 travailleurs (sans compter leurs familles) répartis comme suit :

- 5 000 mineurs toutes exploitations confondues, dont 4 000 mineurs du charbon ;

26 Alain Girard, « Les Polonais dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais », art. cit., p. 211 ; Yves Frey, *Polonais d'Alsace. Pratiques patronales et mineurs polonais dans le bassin potassique de Haute-Alsace (1918-1948)*, Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 2003, p. 495 ; Leon Turajczyk, « Polonijne organizacje społeczno-polityczne we Francji i ich postawa wobec powrotu emigracji zarobkowej do kraju, 1945-1948 », art. cit., p. 60 (réf. 82) ; Simone Fleurance, « L'émigration française à l'étranger : tendances actuelles », *Population*, vol. 3, n° 3, 1948, p. 561 ; Benjamin Kostrubiec, « Évolution de la structure de la population active polonaise du Nord-Pas-de-Calais. Étude par zone d'emploi », dans Edmond Gogolewski (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3), *Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 221. Le périodique varsovien *Repatriant* [Le Rapatrié], publié par le PUR, donna dans son numéro du 10 janvier 1948 des chiffres différents : 30 175 immigrés rapatriés (13 687 familles) au cours de toute l'année 1947, dans le cadre de 58 convois, dont : 3 491 familles de mineurs, 4 229 familles de travailleurs agricoles et 5 267 familles d'ouvriers industriels, 400 familles de travailleurs exerçant une profession libérale et 300 familles de commerçants et artisans. 8 721 rapatriés partirent du Nord-Pas-de-Calais, soit 28,9 % de tous les Polonais rapatriés. Voir Stanisław Jaros, « Reemigracja Polaków z Francji w latach 1946-1948 » [Le rapatriement des Polonais de France dans les années 1946-1948], *Problemy Polonii Zagranicznej*, vol. 6-7, 1971, p. 85-86 ; Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 289-290, 296 ; Aneta Nisiobęcka, *Reemigracja Polaków z Francji oraz ich adaptacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1950*, op. cit., p. 185. L'*Annuaire statistique de la république de Pologne* de 1948 fournit le chiffre de 33 586 Polonais rapatriés dans le cadre de la *reemigracja* au cours de toute l'année 1947 (*Rocznik Statystyczny 1948*, Warszawa, GUS, 1948, p. 27).

27 Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 342.

28 Kazimierz Pudło, « La réadaptation en Pologne des Polonais de France après la deuxième guerre mondiale », art. cit., p. 206 ; Aneta Nisiobęcka, *Reemigracja Polaków z Francji oraz ich adaptacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1950*, op. cit., p. 198.

29 Sur les relations diplomatiques franco-polonaises à l'époque, voir : Dariusz Jarosz et Maria Pasztor, *Conflits brûlants de la guerre froide. Les relations franco-polonaises de 1945 à 1954*, Panazol, Lavauzelle, 2005, 385 p. Voir aussi le chapitre 4, « Le fonctionnement des réseaux diplomatiques et consulaires de l'État polonais en France ».

- 5 000 ouvriers agricoles, fermiers et métayers ;
- 3 000 ouvriers industriels, dont 700 ouvriers de la sidérurgie ;
- 3 000 « divers », avec la possibilité d’inclure dans cette dernière catégorie des ouvriers industriels³⁰.

Les dispositions de 1948 furent mises en œuvre très timidement. En outre, dès l’année 1948, les autorités françaises commencèrent à dresser des obstacles techniques sur le chemin du retour des rapatriés, à faire retarder des convois, ou même à inciter des personnes déjà inscrites sur les listes de retour à renoncer à leur projet.

Le rapatriement de 1948 commença au mois de mai. Les deux premiers convois comprenaient entre 700 et 750 personnes, les vingt-deux suivants entre 300 et 500 personnes chacun. Selon les estimations du courant anticommuniste polonais en France, au cours de toute l’année 1948, environ 15 000 Polonais seraient retournés dans leur pays d’origine dans le cadre d’au maximum vingt-huit convois, tandis que l’objectif annuel fixé était de 48 000 personnes. Les autorités polonaises de Varsovie estimèrent pour leur part à trente-deux le nombre de convois, ce qui aurait pu équivaloir à environ 16 000 personnes³¹. Ces chiffres se réfèrent à l’ensemble des rapatriés. D’après le communiqué du ministère français du Travail, le nombre de travailleurs « pères de famille » était de 6 307 personnes, ce qui constituait 42,05 % du quota annuel fixé³².

Joanna Szulc nous donne les chiffres suivants pour l’action de rapatriement des immigrants polonais de France sur l’ensemble de l’année 1948 :

6 802 travailleurs rentrés en Pologne, soit 42,51 % du quota prévu, dont :

- 1 742 travailleurs agricoles (34,84 % du quota fixé) ;
- 1 375 mineurs (27,5 % du quota établi) ;
- 2 445 ouvriers industriels, dont 371 métallurgistes (soit 81,5 % du quota fixé pour toutes les industries et 53 % du nombre prévu de métallurgistes) ;

30 Simone Fleurance, « L’émigration française à l’étranger : tendances actuelles », art. cit., p. 561 ; BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/1, rapport n° 8 sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale en France, entre le 1^{er} novembre 1947 et le 31 mai 1948, [Paris, après le 31 mai 1948], p. 11 ; Leon Turajczyk, *Spółeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 206.

31 BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/1, rapport n° 9 sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale en France entre le 1^{er} juin et le 30 septembre 1948, [Paris], le 15 octobre 1948, p. 9 ; *ibid.*, rapport n° 10 sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale en France entre le 1^{er} octobre 1948 et le 31 janvier 1949, [Paris, après le 31 janvier 1949], p. 9. Biesiekierski cite les chiffres avancés par le journal communiste *Gazeta Polska*. Voir aussi : Aneta Nisiobęcka, *Reemigracja Polaków z Francji oraz ich adaptacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1950*, op. cit., p. 253.

32 BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/1, rapport n° 11 sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale en France entre le 1^{er} février et 31 octobre 1949, [Paris, après le 31 octobre 1949], p. 9.

– 1 240 représentants d'autres métiers.

D'après les chiffres avancés par Aneta Nisiobęcka, le rapatriement de 1948 concerna 6 429 travailleurs, dont 1 739 ouvriers agricoles, fermiers et métayers, 1 374 mineurs, 2 419 ouvriers industriels et 897 ouvriers d'autres secteurs³³.

Le nombre total de Polonais rentrés dans leur pays d'origine au cours de l'année 1948 était, selon diverses sources, compris entre 13 336 et 14 787 personnes. Parmi les rapatriés, 31,72 % étaient partis du Nord-Pas-de-Calais³⁴.

Le 29 décembre, un train de rapatriés polonais partit de France. Ce fut le dernier rapatriement à être organisé dans le cadre des conventions franco-polonaises. Ce convoi était particulier car la majorité des passagers était constituée des familles des militants communistes expulsés par les autorités françaises tout au long de l'année, notamment à la suite de la grève générale d'automne³⁵.

L'année 1948 ne fut pas une réussite pour les organisateurs de l'action de rapatriement. Sur le plan technique, au cours de cette année, la majorité des rapatriés avaient effectué leur retour sur la base des passeports familiaux³⁶. En effet, comme l'écrit Joanna Szulc, 72 % des immigrés polonais de France qui retournèrent dans leur pays d'origine entre 1946 et 1950 le firent dans les deux premières années de cet intervalle, et 54 % au cours de la seule année 1947³⁷.

La France refusa de signer la convention sur le rapatriement pour l'année 1949, ce qui acta la dissolution de la Commission mixte franco-polonaise. Les autorités françaises annulèrent même les deux convois prévus pour janvier et février 1949 dans lesquels devaient monter des immigrés qui s'étaient inscrits sur les listes de retour avant la fin de l'année 1948. Les protestations des communistes français furent ignorées par la France qui avança, pour sa part, que le retour individuel ne posait plus de problème maintenant que la guerre était terminée. Dorénavant, le gouvernement polonais organisait seul les retours, sans aucun appui des autorités françaises, qui cherchaient d'ailleurs parfois à

33 Aneta Nisiobęcka, *Reemigracja Polaków z Francji oraz ich adaptacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1950*, op. cit., p. 253.

34 Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 372, 381-382 ; Aneta Nisiobęcka, *Reemigracja Polaków z Francji oraz ich adaptacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1950*, op. cit., p. 250, 253 (réf. 505).

35 BPP, fonds M. Biesiekiński, art. prov. 4/1, rapport n° 10 sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale en France entre le 1^{er} octobre 1948 et 31 janvier 1949, [Paris, après le 31 janvier 1949], p. 9.

36 Kazimierz Pudło, « La réadaptation en Pologne des Polonais de France après la deuxième guerre mondiale », art. cit., p. 206 ; Aneta Nisiobęcka, *Reemigracja Polaków z Francji oraz ich adaptacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1950*, op. cit., p. 245.

37 Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 324.

entraver les démarches³⁸. Le seul rapatriement collectif (organisé directement par les autorités varsoviennes) à se faire par voie maritime partit du Havre le 19 mai 1949. 710 volontaires embarquèrent à bord du paquebot le *Batory*³⁹. À partir de cette date, l'État organisa, grâce à son agence de voyages Orbis, des voyages collectifs par trains internationaux sur les lignes commerciales, payés par le gouvernement polonais. On compta un départ par mois.

Selon les calculs du conseiller de l'ambassade de Pologne populaire à Paris, Feliks Chiczewski, transmis à Mieczysław Biesiekierski, collaborateur de l'ambassadeur informel du gouvernement polonais en exil, au cours de toute l'année 1949, le nombre d'immigrés polonais de France rapatriés s'éleva à environ 2 070 personnes (dont les 710 rentrées en mai par voie maritime et quelque 1 360 passagers des lignes ferroviaires ordinaires, dans le cadre de quatre voyages organisés entre les mois de juin et d'octobre⁴⁰).

120

Il n'était pas rare, notamment en 1948, que les travailleurs polonais inscrits sur les listes de rapatriement restassent en France⁴¹. Si certains immigrés changèrent tout simplement d'avis, beaucoup d'autres s'étaient en réalité inscrits pour le départ à l'instigation des militants des associations provarsoviennes ou des membres du personnel des consulats polonais en France pour pouvoir ranger leurs affaires consulaires ou d'autre caractère, pour ensuite ne pas se présenter au moment du départ.

Les militants des associations anticommunistes polonaises accusaient souvent les partisans du Conseil national des Polonais de France (Rada Narodowa Polaków we Francji, CNPF), organisation centrale des associations communistes qui appelait les immigrés polonais à retourner en Pologne

38 Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 177 (réf. 240) ; Aneta Nisiobęcka, *Reemigracja Polaków z Francji oraz ich adaptacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1950*, op. cit., p. 254-258 ; Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 389.

39 BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/l, rapport n°10 sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale en France entre le 1^{er} octobre 1948 et le 31 janvier 1949, [Paris, après le 31 janvier 1949], p. 9 ; Józef Łaptos, « La Situation et le rôle de l'émigration polonaise en France à l'époque de la guerre froide, 1944-1956 », dans Bernard Michel et Józef Łaptos (dir.), *Les Relations entre la France et la Pologne*, op. cit., p. 183 ; Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 392.

40 BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/l, rapport n°11 sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale en France entre le 1^{er} février et le 31 octobre 1949, [Paris, après le 31 octobre 1949], p. 10. Gabriel Garçon cite ce chiffre de 1 360 rapatriés en 1949 par train comme le nombre total de Polonais effectivement rentrés au cours de cette année. Voir : Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonais en France. Les années de fondation (1919-1949)*, Lille, Rayonnement culturel polonais, 2004, p. 288. Le ministère polonais du Travail et de la Protection sociale fournit d'autres chiffres : 1 939 Polonais revenus de France au cours de 1949, dont 916 hommes. Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 392 ; Aneta Nisiobęcka, *Reemigracja Polaków z Francji oraz ich adaptacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1950*, op. cit., p. 264.

41 Voir entre autres : Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 376-377.

populaire, de ne pas vouloir eux-mêmes rentrer en Pologne. Nous en trouvons la preuve dans le récit que fait un Polonais, enquêté par l'Ined au début des années 1950, de son père qui avait poussé les autres au rapatriement mais qui « lui-même n'a[vait] jamais voulu rentrer au pays, surtout après la visite qu'il y a[vait] faite⁴² ».

D'après le recensement général de la population en Pologne daté du 3 décembre 1950, 78 431 travailleurs polonais de France étaient retournés dans leur pays au cours de la période 1946-1948, dans le cadre de l'action de rapatriement. Cependant, ce nombre se référait uniquement aux Polonais résidant en France au mois d'août 1939, et non aux Polonais revenus grâce à l'action de rapatriement au lendemain de la Libération (même si ces nombres devaient être proches)⁴³. D'après les statistiques françaises, le nombre de Polonais rentrés dans leur pays natal au cours de cette période était bien moindre : environ 51 000 personnes⁴⁴. Selon le chercheur polonais Stanisław Jaros, 63 964 Polonais étaient rentrés de France dans le cadre du rapatriement des anciens immigrés (*reemigracja*) entre 1946 et 1948⁴⁵. Pour la même période, les autorités polonaises nous donnent le nombre de 64 557 personnes rapatriées dans le cadre du rapatriement organisé sur la base de trois conventions franco-polonaises. Leon Turajczyk a quant à lui estimé à environ 69 000 le nombre d'immigrés polonais rentrés dans leur pays d'origine entre 1946 et 1948, sans compter les 1 000 Polonais revenus avant le lancement officiel de l'action de rapatriement (c'est-à-dire au cours de 1945 et avant le mois de mai 1946)⁴⁶.

Les statistiques officielles polonaises faites à cette période semblent cependant plus proches de la réalité en annonçant presque 65 000 rapatriés. En effet, les estimations françaises ne prenaient le plus souvent en compte que les

42 Alain Girard et Jean Stoetzel, *Français et immigrés*, t. I, *op. cit.*, p. 504.

43 *Rocznik Statystyczny 1956*, Warszawa, GUS, 1956, p. 78 ; Leon Turajczyk, « Polonijne organizacje społeczno-polityczne we Francji i ich postawa wobec powrotu emigracji zarobkowej do kraju, 1945-1948 », art. cit., p. 62. Le nombre annonçant plus de 70 000 Polonais rapatriés a été ainsi repris par Marie-Claude Blanc-Chaléard : Marie-Claude Blanc-Chaléard, *Histoire de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2001, p. 53.

44 Alain Girard et Jean Stoetzel, *Français et immigrés*, t. I, *op. cit.*, p. 219 ; Jan Gruszyński, *Spoleczność polska we Francji, 1918-1978. Problemy integracyjne trzech pokoleń* [La Communauté polonaise en France (1918-1978). Les problèmes de l'intégration de trois générations], Warszawa, PWN, 1981, p. 43.

45 Les chiffres fournis par Stanisław Jaros ont été repris par Gabriel Garçon, qui les considère comme « les sources polonaises » de référence (Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonais en France*, *op. cit.*, p. 288).

46 Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, *op. cit.*, p. 207-208. Dans un article – d'ailleurs pionnier quant à la question des retours des Polonais de France après la seconde guerre mondiale –, cet auteur avait déjà apporté le nombre de 68 900 Polonais rapatriés dans le cadre de la *reemigracja* entre 1946 et 1948 (*id.*, « Polonijne organizacje społeczno-polityczne we Francji », art. cit., p. 62).

travailleurs, en oubliant les membres de leur famille⁴⁷. Les autorités de Pologne populaire ne s'autorisèrent pas à considérer leur opération réussie : les rapatriés ne constituaient en effet qu'environ 15 % de la communauté polonaise des immigrés d'avant-guerre qui habitaient en France après la seconde guerre mondiale. Il faut en outre souligner que parmi les rapatriés se trouvaient seulement 9 855 mineurs, alors que les trois conventions de rapatriement consécutives avaient autorisé le retour de 18 000 représentants de ce métier, essentiels pour l'économie nationale polonaise à l'heure de la reconstruction du pays.

Nous présenterons plus loin les raisons qui conduisirent certains immigrés à retourner dans leur pays et celles qui motivèrent la décision de ceux qui restèrent en France. Bien que faible, ce pourcentage représentait tout de même un nombre de personnes considérable si l'on garde à l'esprit le fait que ces Polonais ont choisi librement de rentrer dans leur pays, sans subir de pression directe d'une quelconque autorité.

122

Janine Ponty a attiré l'attention sur le fait que si ce sont le manque de travail et les conditions de vie déplorables qui poussèrent des milliers de Polonais à émigrer en France au cours de l'entre-deux-guerres – à l'exception des « Westphaliens » qui pourtant étaient, eux aussi, après la première guerre mondiale pressés par le devoir du choix d'une nationalité –, les travailleurs polonais qui retournèrent en Pologne après la seconde guerre mondiale n'étaient pas du tout contraints, ni sur le plan économique ni sur le plan politique⁴⁸.

Ceux qui rentrèrent dans leur pays le firent librement, pour des raisons patriotiques ou idéologiques (dans le cas des militants communistes). Cela ne changeait rien au fait que beaucoup d'entre eux, auparavant convaincus par la propagande menée par les militants communistes dans les colonies polonaises en France, regrettèrent ensuite leur décision.

La part des personnes actives pour l'ensemble des rapatriés oscillait, d'après les données de l'Office national du rapatriement, entre 30 et 40 %⁴⁹. En outre, d'après Halina Janowska, qui a consacré un article à la comparaison entre les deux « rapatriements » des Polonais de France – celui forcé des années 1930 et celui organisé par les autorités de la Pologne populaire dans les années 1940 –,

47 C'est Janine Ponty qui la première a insisté sur cette question, voir : Janine Ponty, « Un enjeu des relations franco-polonaises », art. cit., p. 98-99.

48 *Ibid.*, p. 105.

49 Halina Janowska, « Dwie reemigracje Polaków z Francji » [Les deux rapatriements des Polonais de France], *Problemy Polonii Zagranicznej*, vol. 4, 1964-1965, p. 24.

environ 25 % de l'ensemble des Polonais rentrés dans leur pays d'origine étaient des femmes⁵⁰.

La part des enfants parmi les Polonais rapatriés est difficile à établir, dans la mesure où, comme l'a remarqué Halina Janowska, les statistiques polonaises ne donnaient pas de définition précise du terme *enfants*. Certains organismes fixaient la limite d'âge à 10 ans tandis que d'autres documents considéraient comme « enfants » tous les Polonais âgés de moins de 15 ans. D'autres ne précisaient pas du tout ce que voulait dire la catégorie des « enfants » revenus en Pologne. Halina Janowska a estimé que les enfants de 15 ans et moins représentaient 30 % de tous les rapatriés de France dans les années 1940⁵¹. D'après Stanisław Jaros, en 1947, les enfants de moins de 14 ans constituaient 22,95 % de l'ensemble des Polonais rapatriés, soit 6 926 personnes sur les 30 175 rentrées en Pologne populaire. Pour l'année 1948, des chiffres presque identiques ont été avancés par Joanna Szulc : les enfants de moins de 16 ans constituaient 23,5 % de tous les rapatriés⁵².

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le rapatriement des personnes reconnues par les autorités soviétiques comme citoyens de l'Union soviétique fit l'objet d'une question spécifique. Conformément aux arrangements franco-soviétiques, tous les ressortissants soviétiques devaient être rapatriés, et cela indépendamment de l'avis des intéressés. En revanche, la définition du « ressortissant soviétique » n'était pas la même pour les deux parties contractantes. Alors que les Français ne considéraient comme citoyens de l'Union soviétique que les personnes qui étaient munies du passeport de ce pays, les Soviétiques (tout comme les autorités polonaises de Varsovie) reconnaissaient comme ressortissants de l'Union soviétique les personnes d'origine ethnique ukrainienne, biélorusse, russe ou lithuanienne qui étaient jusque-là de nationalité polonaise. La majorité des personnes concernées ne désirant pas se retrouver sous le pouvoir de Staline, elles demandèrent souvent la nationalité polonaise – même si une part importante d'entre elles ne se considéraient pas comme polonaises avant l'annonce du rapatriement forcé des ressortissants soviétiques de France⁵³. Malgré toutes ces réserves, la France accepta le rapatriement des « personnes déplacées soviétiques » jusqu'en juillet 1947. Parmi ces rapatriés se trouvaient un certain nombre de personnes munies

50 *Ibid.*

51 *Ibid.*

52 Stanisław Jaros, « Reemigracja Polaków z Francji », art. cit., p. 85-86 ; Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 289, 382.

53 PISM, A.46/1, lettre : Kajetan Morawski, ambassadeur de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris à Adam Tarnowski, ministre des Affaires étrangères du gouvernement polonais de Londres, Paris, le 4 avril 1946.

d'un passeport polonais à la veille des hostilités⁵⁴. La question du sort de ces personnes n'était pas primordiale pour les militants anticomunistes polonais en France. Après avoir appris l'existence de ce problème, les autorités françaises admirent que les personnes munies d'un passeport polonais ou lithuanien au moment du déclenchement des hostilités disposaient d'un droit d'option quant à leur nationalité juridique. Elles ne furent ainsi pas soumises au rapatriement obligatoire concernant les ressortissants soviétiques. La même attitude fut admise dans la zone française d'occupation en Allemagne où initialement, avant que les autorités militaires françaises ne s'orientent vers cette solution, les agents soviétiques avaient effectué de véritables chasses à l'homme, y compris à l'égard des personnes déplacées des territoires annexés à l'Union soviétique en 1939-1940, puis en 1944⁵⁵. En revanche, le sort des Polonais originaires des territoires orientaux de la Pologne d'avant-guerre, désormais soviétiques, constituait un enjeu important pour les responsables des deux gouvernements polonais. Ces personnes étaient généralement considérées comme citoyens polonais si elles pouvaient confirmer leur origine ethnique, leur rapatriement – en Pologne, et non sur le territoire annexé par l'Union soviétique – restant ainsi soumis à leur seule volonté.

L'intérêt de la Pologne populaire pour le rapatriement de ses ressortissants résidant depuis l'entre-deux-guerres dans l'Hexagone poussa les autorités françaises à réenvisager la question des regroupements familiaux afin que les membres de la famille d'immigrés puissent rejoindre ces derniers en France.

Avant les hostilités, la question n'était pas pressante, la majorité des immigrés envisageant leur retour en Pologne dans l'avenir, les autres pensant qu'il leur serait rapidement possible de faire venir leurs familles en France. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, alors que de nombreux travailleurs immigrés se décidèrent à s'installer définitivement en France, il n'était pourtant pas facile, pour les familles d'immigrés qui étaient restées en Pologne, de franchir la frontière polonaise. Les enfants ayant été séparés de leurs parents par la guerre constituaient des cas spécifiques. Pour des raisons principalement démographiques, la France demanda qu'un accord fût signé, assurant la venue

54 Józef Łaptos, « Polityczne implikacje działalności humanitarnej UNRRA wobec środkowoeuropejskich "displaced persons", 1945-1947 » [Les implications politiques du programme humanitaire de l'UNRAA envers les personnes déplacées de l'Europe centrale], *Prace Komisji Środkowoeuropejskiej*, Kraków, PAU [Académie polonaise des arts et des sciences], vol. 5, 1997, p. 150.

55 PISM, A.46/1, rapport du commandant Tadeusz Wyszogrodzki, officier de liaison principal polonais dans la zone d'occupation française en Allemagne, Rastatt, le 8 janvier 1946 ; BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/1, notice sur l'arrangement franco-polonais relatif aux réfugiés polonais, faite par Mieczysław Biesiekierski, Paris, le 25 mai 1946.

dans l'Hexagone des enfants d'immigrés. Entre 1946 et 1948, 1 174 enfants polonais furent ainsi amenés en France par des trains polonais, prévus ensuite pour le retour des volontaires au rapatriement. Plus de 800 d'entre eux arrivèrent en France en 1948. Le Service social d'aide aux émigrants recueillait les demandes des immigrés. Ces convois particuliers furent organisés avec le concours de la Croix-Rouge française (qui dépêcha des convoyeuses pour accompagner les enfants) et du Secours national (qui mit quant à lui à disposition ses centres d'accueil et ses camions), en collaboration avec le personnel auxiliaire de la Croix-Rouge polonaise⁵⁶. Les concessions faites par les Polonais quant à ces regroupements familiaux étaient liées à la pression française, exercée par des interruptions du rapatriement des immigrés polonais⁵⁷.

PARTIR EN POLOGNE OU RESTER EN FRANCE ?

LES MOTIVATIONS DES IMMIGRÉS POLONAIS

Il est évident que la question du rapatriement des Polonais de France constituait un enjeu important pour les relations franco-polonaises. L'échec relatif de l'action de rapatriement des travailleurs polonais arrivés en France dans l'entre-deux-guerres fut aussi dû à l'opposition des autorités françaises et aux mesures que ces dernières entreprirent pour limiter l'ampleur de l'opération. La politique française envers les immigrés polonais était sur ce point plus efficace que la propagande contre le rapatriement menée par le courant anticommuniste au sein de l'immigration polonaise. En effet, malgré les conventions bilatérales signées entre 1946 et 1948, les autorités françaises désiraient maintenir la main-d'œuvre polonaise sur le territoire et limiter le nombre de travailleurs rapatriés en Pologne. Les mesures entreprises par la France pour garder les travailleurs polonais s'inscrivirent dans la nouvelle politique française d'immigration et d'intégration établie dès 1945, qui est décrite dans le chapitre suivant⁵⁸.

Certes, ceux qui restèrent le firent souvent par peur du nouveau régime communiste établi en Pologne, mais c'est par-dessus tout l'alternative offerte par les autorités françaises qui semble avoir été décisive. L'accès facilité à la nationalité française grâce au nouveau Code de la nationalité française du

56 Alain Girard, « Les Polonais dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais », art. cit., p. 251, 257 ; BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/1, rapport n° 10 sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale entre le 1^{er} octobre 1948 et le 31 janvier 1949, [Paris, après le 31 janvier 1949], p. 10.

57 BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/1, rapport n° 9 sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale en France entre le 1^{er} juin et le 30 septembre 1948, [Paris], le 15 octobre 1948, p. 10.

58 Voir le chapitre 3, « Des Polonais en France aux Français d'origine polonaise – l'intégration progressive à la société française ».

19 octobre 1945, l'intégration progressive des enfants et des adolescents de la « deuxième génération » de l'immigration polonaise (personnes nées ou élevées en France et marquées par l'éducation française) tout comme l'égalité de traitement des travailleurs polonais avec les Français semblent en effet avoir été les ressorts du choix fait par nombre de Polonais. Ce dernier aspect – notamment la Sécurité sociale, les allocations familiales et l'égalité des pensions de retraite – a déjà été mentionné par Alain Girard et Jean Stoetzel dans leur ouvrage de référence sur la situation des étrangers en France au début des années 1950. À cela il faut ajouter, dans le cas des mineurs polonais, le droit perpétuel au logement attribué par les Houillères. Tous ces éléments contribuèrent fortement à l'intégration des immigrés polonais à la France et à la société française.

Les femmes, moins intégrées à la société française et ne parlant le plus souvent que le polonais, étaient celles qui, en général, désiraient le plus retourner en Pologne. Parmi les motifs du retour – ou de la décision de rester en France – on peut aussi citer le fait de posséder ou non une ferme ou un lopin de terre en Pologne⁵⁹.

Malgré leur désir profond de retourner dans leur patrie, certains parents s'inclinaient face à la volonté de leurs enfants qui ne voulaient pas « rentrer » dans un pays qu'ils ne connaissaient pas. La « deuxième génération » de l'immigration polonaise, c'est-à-dire les enfants des immigrés d'avant-guerre, et à plus forte raison les premiers membres de la « troisième génération », se sentait beaucoup plus attachée à la France qu'à la Pologne qu'ils méconnaissaient souvent ou qu'ils ne concevaient que comme le pays des souvenirs lointains. Il s'agit sans doute là d'un des éléments les plus importants dans le choix des immigrés de demeurer en France⁶⁰. Naturellement, le rapport qu'entretenaient les immigrés de la « première génération » (arrivés sur le territoire français à l'âge adulte) avec leur pays d'origine et leur pays d'adoption avait aussi évolué. Bien que toujours vus comme des Polonais (les fameux « Polaks », expression datant de l'entre-deux-guerres) par les Français, ils étaient devenus des Français pour leurs compatriotes restés en Pologne sur la Vistule. Ils appréciaient la vie en France et sa culture. Comme l'a écrit Stefan Nowakowski, chercheur polonais, le rapatrié s'identifiait avec tous les bons côtés « caractéristiques » de la France et il accusait ses compatriotes restés en Pologne de tous les défauts que la population française lui avait autrefois attribués ; en miroir, le Polonais « du pays » avait tendance à reprocher au rapatrié de France tous les défauts traditionnellement associés à la

59 Alain Girard et Jean Stoetzel, *Français et immigrés*, t. 1, *op. cit.*, p. 426.

60 *Ibid.*, p. 68, 82 ; Alain Girard, « Les Polonais dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais », *art. cit.*, p. 214.

société française⁶¹ – ce qui ne semblait d'ailleurs pas déranger les intéressés, qui n'en avaient souvent pas conscience. En revanche, ceux qui étaient retournés dans leur patrie le regrettaient souvent.

Certains essayèrent de rentrer en France, parfois même sans leur famille. Ce sentiment n'était pas uniquement dû à des raisons politiques ou économiques, mais aussi à la sensation de ne pas faire réellement partie du pays de retour. Par ailleurs, il est vrai que les rapatriés étaient souvent considérés avec méfiance et qu'ils se sentaient surveillés. Un certain nombre de déçus présentèrent leurs demandes aux consulats de France en Pologne, invoquant leur nationalité française, celle-là même qui les avait empêchés de faire partie des programmes de rapatriement. En octobre 1946, lors d'une conférence rassemblant les représentants des Polonais rapatriés de France et la direction centrale du Charbonnage de la Pologne populaire (Centralny Zarząd Przemysłu Węglowego), certains problèmes comme les conditions de logement et d'approvisionnement, le manque de travail pour les jeunes femmes, les retards dans le paiement des retraites, l'insuffisance des outils de travail ou encore les conflits avec les Allemands employés dans les mines furent soulevés⁶².

La question des rapatriés déçus par la réalité de la Pologne populaire était à ce point sensible qu'elle fut abordée par l'ambassadeur français à Varsovie, Roger Garreau, à l'occasion de sa rencontre à Paris avec Kajetan Morawski, le dernier ambassadeur du gouvernement polonais en exil. Lors de cet entretien, qui se tint le 10 août 1946, Garreau apprit à son homologue informel que parmi les personnes qui désiraient retourner en France se trouvaient des officiers et des soldats des bataillons polonais de la 1^{re} armée française, revenus en uniforme en Pologne au mois de novembre de l'année précédente⁶³. Cette information était d'autant plus intéressante que Roger Garreau jouissait dans les milieux anticommunistes polonais de la réputation de « soviétophile ». En effet, en janvier 1946 déjà, un officier de liaison polonais dans la zone d'occupation française en Allemagne avait informé sa hiérarchie de la présence d'une dizaine d'anciens soldats de bataillons polonais de la 1^{re} armée française qui désiraient

61 Stefan Nowakowski, « Przeobrażenia społeczne i adaptacja reemigrantów w Polsce » [Les transformations sociales et l'adaptation des rapatriés en Pologne], *Mysł Współczesna*, n° 7, 1950, p. 83. Voir aussi les résultats des recherches de Kazimierz Pudło, confirmant les dissensions entre les Polonais rapatriés de France dans le cadre de la *reemigracja* et les Polonais ayant toujours vécu en Pologne : Kazimierz Pudło, « La réadaptation en Pologne des Polonais de France après la deuxième guerre mondiale », art. cit., p. 213-215.

62 Halina Janowska, « Dwie reemigracje Polaków z Francji », art. cit., p. 26.

63 PISM, A.46/1, lettre : Kajetan Morawski à Adam Tarnowski, ministre des Affaires étrangères du gouvernement polonais de Londres, Paris, le 12 août 1946. Sur l'engagement des Polonais dans les deux bataillons polonais de la 1^{re} armée française, voir le chapitre 5, « Les anciens immigrés polonais toujours dans l'uniforme militaire après la libération de la France : les deux nouvelles mobilisations et la démobilisation des ressortissants polonais de France ».

rentrer clandestinement en France après leur court séjour en Pologne⁶⁴. Il n'était effectivement pas facile de quitter la Pologne après y être retourné, la France n'offrant en outre pas de possibilité de retour à tous les rapatriés déçus. C'est ainsi que, se rendant compte que « la réalité était loin d'être comparable à ce qu'on leur avait promis », les personnes rentrées en Pologne – qui souvent avaient appartenu à une association communiste de l'immigration polonaise – retournèrent clandestinement en France. D'après un autre Polonais qui avait lui-même été militant actif du CNPF et qui avait pu faire un court séjour dans son pays natal, « si elle en avait [eu] les moyens et les possibilités, toute la jeunesse qui [était] rentrée en Pologne en 1947-1948 [serait] revenue en France avec empressement⁶⁵ ».

128

Certains Polonais essayèrent de faire en sorte que leur retour dans leur pays natal ne soit pas définitif. Citons par exemple le cas d'un immigré polonais qui envisageait de retourner en Pologne avec le statut de membre d'une mission économique pour le compte d'une entreprise française, lui permettant ainsi de prendre ensuite la décision de rester en Pologne ou de revenir en France⁶⁶.

Un nombre important de travailleurs polonais considéraient leur installation en France comme une réussite. C'est en tout cas ce qui ressort des résultats de l'enquête effectuée par l'Ined au début des années 1950, tant pour les immigrés du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais que pour les ouvriers agricoles polonais de l'Aisne⁶⁷. Les uns avaient acheté un terrain ou une maison, les autres désiraient que leurs enfants connaissent une promotion sociale en France, restant sourds aux promesses faites par la nouvelle Pologne dite « populaire ».

Les personnes qui firent le choix de retourner dans leur pays natal étaient relativement jeunes mais appartenaient à la « première génération »⁶⁸. En effet, les Polonais plus âgés vivaient en France depuis des années, se sentaient sur le territoire français comme « chez eux » et avaient souvent déjà réussi à acquérir une propriété en France. Ils étaient, comme l'a écrit Jean Anglade, « bien enracinés dans leur terre d'adoption [et] trop vieux pour nourrir de nouvelles espérances⁶⁹ ». En outre, leurs enfants étaient déjà bien francisés, et ils ignoraient tout ou presque de la Pologne.

64 PISM, A.46/1, rapport du commandant Tadeusz Wyszogrodzki, officier de liaison principal polonais dans la zone d'occupation française en Allemagne, Rastatt, le 8 janvier 1946.

65 Alain Girard et Jean Stoetzel, *Français et immigrés*, t. I, *op. cit.*, p. 425, 504.

66 BPP, fonds Rosa Bailly, vers. 2845/1, lettre privée : T. Ogierman-[Olearski - (?), mot illisible] à Rosa Bailly, [Champigny - (?), mot illisible], le 23 août 1945.

67 Alain Girard et Jean Stoetzel, *ibid.*, p. 443, 495.

68 *Ibid.*, p. 111-112.

69 Jean Anglade, *La Vie quotidienne des immigrés en France de 1919 à nos jours*, Paris, Hachette, 1976, p. 45.

Ces constatations sont confirmées par les statistiques citées par Joanna Szulc. En 1946, 60 % des mineurs rapatriés étaient âgés de 36 à 50 ans. De même, pour l'année 1948, seuls 8 % des rapatriés avaient plus de 50 ans. En ce qui concerne le lieu de naissance des intéressés, au cours de 1946, 74 % des Polonais rapatriés du Nord de la France étaient nés sur les territoires polonais, pourcentage auquel il faut ajouter 13 % de Polonais nés en Allemagne (« Westphaliens »). Seuls 12 % d'entre eux étaient nés en France. Pour les rapatriés de Moselle, les chiffres étaient encore plus évidents : 92 % des rapatriés étaient nés sur les territoires polonais, 6 % en Allemagne et 1,6 % seulement en France⁷⁰.

Tout cela ne veut pas dire que les motivations politiques n'étaient pas étrangères à la décision de rentrer ou non. De nombreux travailleurs déclaraient qu'ils seraient rentrés si la Pologne avait été « libre », c'est-à-dire indépendante des influences communiste et soviétique. En outre, *Narodowiec* [Le National], principal journal des immigrés polonais du Nord de la France, publiait des articles qui pointaient du doigt la distorsion entre les promesses brandies par les communistes et la dure réalité de la vie des mineurs rapatriés en Pologne populaire⁷¹. À la tête des sceptiques concernant l'action de rapatriement – mise en place officiellement dès le mois de mars 1946, mais effective dès les premiers mois de l'année précédente – se trouvait l'Union centrale des Polonais en France. Bien que comprenant les sentiments nationaux qui animaient les volontaires pour le retour immédiat, cette organisation centrale des associations reconnaissant le gouvernement polonais en exil appelait à ne pas revenir en Pologne aussi longtemps qu'elle serait dirigée par les communistes, contre le gré de la société polonaise elle-même.

Le courant « intransigeant » des adhérents du gouvernement en exil mais aussi et surtout *Narodowiec*, indépendant vis-à-vis de deux gouvernements en concurrence, propageaient des témoignages de personnes déçues qui, après être parties pour la Pologne, revinrent ensuite en France. De telles histoires n'étaient pas rares. Les travailleurs rapatriés, habitués au niveau de vie en France, étaient surtout choqués par les conditions d'existence vraiment dures qu'offrait la Pologne, tout juste sortie de l'occupation allemande. L'attitude décourageante des fonctionnaires de l'administration du gouvernement de Pologne populaire et de l'industrie minière était aussi souvent évoquée par les militants anticomunistes en France. Ces derniers soulignaient en outre que les rapatriés pourraient faire l'objet d'une surveillance de la part des services secrets

70 Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 332, 381.

71 C. Ciapała, « List z Polski: Górnicy są zadowoleni » [Lettre de Pologne : Les mineurs sont contents], *Gazeta Polska*, n° 156, 3-4 juillet 1949, p. 2.

communistes, puisque considérés comme « agents » potentiels de l'Ouest⁷². Ils cherchaient en effet à infiltrer les milieux des Polonais ayant autrefois vécu en France car ils constituaient selon eux une « population [qui] avait été longtemps sous influence du système capitaliste qui avait pu d'une manière ou d'une autre les utiliser ». Le dossier concernant les rapatriés polonais de France était désigné par l'appellation « Ouest » (*Zachód*)⁷³.

On ne peut cependant pas négliger le fait que la presse provarsoviennne, surtout *Gazeta Polska*, publiait régulièrement des témoignages allant dans un sens tout à fait contraire. De longs extraits de lettres écrites par des rapatriés, notamment des mineurs, contents de leur retour et qui louaient les conditions de vie en Pologne furent reproduits⁷⁴. Parmi les quelque 50 000 immigrés qui revinrent dans leur pays d'origine dans les années 1946-1947, au moins 17 389 étaient membres du Parti ouvrier polonais en France (PPR), c'est-à-dire du parti communiste polonais. Cela signifie qu'au moins 35 % des rapatriés sympathisaient activement avec le régime politique de la nouvelle Pologne populaire⁷⁵.

130

Les Polonais anticommunistes qui avaient décidé de retourner en Pologne se sentaient parfois obligés d'expliquer, sinon de justifier, leur attitude. Ainsi un Polonais écrit-il en août 1945, dans une lettre à Rosa Bailly, animatrice et secrétaire générale de l'association Les Amis de la Pologne : « Comprenez, s'il vous plaît, que ma famille entière m'attend là-bas, mon épouse et mes trois enfants ; je recule ma décision quant au départ malgré les informations qui m'arrivent de Pologne, tant bonnes que moins bonnes. Mais la situation n'est pas si mauvaise qu'on la présente dans les journaux [des réfugiés polonais et du gouvernement polonais de Londres]⁷⁶. »

L'attitude du clergé polonais en France envers le retour de ses compatriotes était d'abord modérée. Les prêtres et la presse catholique n'appelaient ni pour que les travailleurs polonais restent en France ni pour qu'ils retournent dans

72 Pour plus de précisions sur cette question et des exemples, voir : Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 212-214, 280, 293, 302, 305-306, 395, 414 ; Aneta Nisiobęcka, *Reemigracja Polaków z Francji oraz ich adaptacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1950*, op. cit., p. 289-308 ; BPP, fonds T. Parczewski, art. prov. 5, « instructions générales du mouvement Indépendance et Démocratie », [s.l.n.d.], p. 1.

73 Rapport de l'appareil de l'Office de la sécurité publique (Urząd Bezpieczeństwa Publicznego) au ministère polonais de la Sécurité publique du 19 août 1950, cité dans Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 407, trad. Joanna Szulc. Ce point, qui n'est pas en lien avec la question de la vie des immigrés polonais en France, est développé par Joanna Szulc et par Aneta Nisiobęcka : Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 407-414 ; Aneta Nisiobęcka, *Reemigracja Polaków z Francji oraz ich adaptacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1950*, op. cit., p. 343-350.

74 Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 303-305.

75 Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 132.

76 BPP, fonds R. Bailly, vers. 2845/1, lettre privée : T. Ogierman-[Olearski - (?), mot illisible] à Rosa Bailly, [Champigny - (?), mot illisible], le 23 août 1945.

leur terre natale. Ils avancèrent que les personnes qui rentraient en Pologne le faisaient à cause du mal du pays et non pour des motifs politiques⁷⁷. Cette position fut particulièrement mise en avant dans une résolution votée par l'assemblée générale de l'Union des associations catholiques polonaises (Polskie Zjednoczenie Katolickie, UACP), dont la conférence se tint le 26 août 1945 à Lorette (Loire) et qui exprimait « sa protestation contre l'utilisation de la question des rapatriements à des fins politiques⁷⁸ ». En novembre de l'année suivante, le conseil de la Mission catholique polonaise vota une résolution en ces termes : « Chacun a le droit, et parfois même le devoir, de rentrer au pays, mais on ne peut forcer personne à prendre cette décision. Tous sont d'accord pour tenir l'attitude suivante : ne pas encourager, mais ne pas empêcher non plus⁷⁹. » Il semble que la position relativement attentiste des représentants de l'Église catholique polonaise en France envers l'action de rapatriement organisée par les autorités de la Pologne populaire résultait de l'attitude du recteur de la Mission catholique polonaise, le père Franciszek Cegiełka, qui était hostile à la politique française d'intégration progressive – ou d'« assimilation », pour employer un terme usité à l'époque⁸⁰. Son successeur, le père Kazimierz Kwaśny, plus favorable – du moins publiquement – aux représentants de la Pologne populaire en France, orienta le clergé polonais en France vers la critique ouverte du rapatriement. Il semble que parmi toutes les figures importantes de la vie sociale et associative des immigrés polonais en France, le recteur Kwaśny ait été le premier à avoir perçu le caractère inévitable de l'évolution des mentalités polonaises en France après le séjour pluriannuel de nombre d'immigrés dans ce pays. L'initiative que le recteur eut de créer le Congrès de la Polonia de France en 1949 s'inscrit bien dans cet état d'esprit, lui qui ne voulait en effet, pas voir diminuer les effectifs des fidèles polonais en France.

D'après Jan Sikora, on peut en général constater qu'en Pologne « revinrent surtout ceux qui, malgré leur séjour déjà long en France, avaient conservé leur polonité et qui constituaient au sein de la Polonia une force vitale gravitant vers

77 « Wrócimy wszyscy » [Nous reviendrons tous], *Polska Wierna*, n° 37, 15 septembre 1946, p. 1. Voir aussi Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 299.

78 Cité dans Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 207, trad. Joanna Szulc. Voir aussi Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 310.

79 Cité d'après Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonais en France*, op. cit., p. 289 ; trad. Gabriel Garçon.

80 Jerzy Klechta, *Najstarsza w świecie Najstarsza w świecie: Polska Misja Katolicka we Francji, 1836-2006* [La Plus Vieille au monde. La Mission catholique polonaise en France, 1836-2006], Paris, Polska Misja Katolicka we Francji, 2006, p. 191.

la Pologne⁸¹ ». Enfin, il semble que les motivations politiques jouèrent un rôle très minoritaire dans le choix des immigrés de retourner en Pologne ou de rester dans leurs foyers en France⁸². Ce fut l'offre française d'intégration sociale puis nationale qui remporta le succès dans cette bataille pour le rapatriement des travailleurs polonais de France. En effet, même ceux qui avaient pris leur décision de rester en France pour des raisons purement patriotiques anticommunistes intégraient par naturalisation, dans leur majorité, les rangs de la communauté des Français d'origine polonaise, leurs enfants étant d'ailleurs déjà pleinement intégrés à la société française. Il s'agit là du principal paradoxe résultant du choix des Polonais « intransigeants » qui ne désiraient retourner que dans une Pologne vraiment souveraine, c'est-à-dire libérée de la domination communiste et soviétique.

LE RAPATRIEMENT DES DÉPLACÉS ET RÉFUGIÉS POLONAIS DE FRANCE : L'ACTION DE *REPATRIACJA*

La fin des hostilités posa aux autorités polonaises un autre défi, l'organisation de retour des réfugiés de guerre et des « personnes déplacées » vers la Pologne. Pour faire la distinction entre ce retour et le retour des anciens immigrés « économiques » de l'entre-deux-guerres, l'action de rapatriement des « nouveaux » immigrés fut nommée *repatriacja*, tandis que le rapatriement des ouvriers et mineurs polonais installés en France depuis des décennies était qualifié de *reemigracja*.

À la mi-juin 1945, le chef de la Mission militaire de l'armée polonaise du gouvernement de Varsovie, le colonel Marian Naszkowski, arriva en France avec son équipe, dont le commandant Waclaw Komar⁸³. Cette mission avait pour but non seulement d'exercer une pression sur les autorités françaises pour qu'elles mettent fin à l'activité de la Mission militaire polonaise de liquidation (*Polska Wojskowa Misja Likwidacyjna*, PWML) du colonel Antoni Szymański, reconnaissant le gouvernement polonais en exil, mais aussi d'organiser le rapatriement des réfugiés de guerre et déplacés polonais qui se trouvaient en

81 Jan Sikora, *Ewolucja Polonii francuskiej Obserwacje, hipotezy, refleksje* [L'Évolution de la Polonia de France. Observations, hypothèses, réflexions], Lublin, Polonia, 1988, p. 61, trad. Pawel Sekowski.

82 Voir Janine Ponty, « Un enjeu des relations franco-polonaises », art. cit., p. 105.

83 CAD, Pologne, art. 4, lettre de la délégation du gouvernement provisoire de la république de Pologne au MAE informant sur l'arrivée du chef de la mission militaire polonaise, Paris, le 16 juin 1945 ; *ibid.*, lettre du ministre de la Guerre au MAE informant sur la constitution de la mission militaire polonaise (du gouvernement de Varsovie) à Paris, Paris, le 29 juin 1945 ; Stefan Jędrychowski, *Przedstawicielstwo PKWN i Rządu Tymczasowego RP we Francji*, op. cit., p. 12.

France au moment de la Libération. Cette mission prit fin le 1^{er} avril 1946, sur ordre du maréchal polonais Michał Rola-Żymierski⁸⁴.

La majorité des déplacés polonais venus d'Allemagne qui se trouvaient en France à la fin des hostilités décidèrent de retourner en Pologne, choix appuyé par le fait que les militants provarsoviens et le journal *Narodowiec* accusaient les autorités de Londres de privilégier les officiers au détriment des anciens prisonniers de guerre moins gradés et des autres « personnes déplacées » polonaises présentes sur le territoire français⁸⁵. Comme l'a écrit en septembre 1945 un réfugié polonais du camp de rapatriement de Châteaufort à Bruère-Allichamps (Cher), « en général, la majorité des personnes plus âgées qui [étaient] avec leurs familles désir[aient] rentrer. Les célibataires et anciens prisonniers de guerre hésit[aient] et n'arriv[aient] pas à se décider⁸⁶ ».

Le rapatriement des personnes déplacées polonaises (*repatriacja*) démarra au mois d'octobre 1945. D'après le service des prisonniers, déportés et réfugiés (PDR) du ministère de la Population, entre mi-octobre et fin novembre 1945, la première étape de la *repatriacja* devait concerner environ 15 000 déplacés polonais⁸⁷. Selon les données françaises, jusqu'à fin octobre 1945, 12 766 déplacés de nationalité polonaise retournèrent en Pologne. Parmi eux, 8 044 Polonais virent leur retour financé par les autorités militaires américaines⁸⁸. Sur les 18 903 étrangers rapatriés par les soins du service PDR du ministère de la Population au cours du mois de novembre, 12 718 étaient polonais (soit 67,28 % des rapatriés)⁸⁹.

D'après les statistiques de l'United Nations Relief and Rehabilitation Administration (UNRRA) – l'organisation responsable des logements, du ravitaillement, de l'habillement et de la protection médicale des « personnes déplacées » –, le rapatriement des personnes déplacées polonaises de France, réfugiés de guerre y compris, concerna entre le 4 octobre et le 14 décembre 1945 exactement 31 667 personnes. Dans le même temps, le rapatriement des déplacés polonais des zones britannique, française et américaine d'occupation en Allemagne concerna 352 543 personnes⁹⁰.

84 CAD, Pologne, art. 4, lettre : ambassade de Pologne à Paris au MAE, Paris, le 2 avril 1946.

85 Stefan Jędrychowski, *Przedstawicielstwo PKWN i Rządu Tymczasowego RP we Francji*, op. cit., p. 38.

86 Cité d'après BPP, fonds R. Bailly, vers. 2845/1, lettre : Stanisław Karaś à R. Bailly, Châteaufort/Bruère-Allichamps, le 5 septembre 1945 ; trad. Paweł Sekowski.

87 AN, F 9 3840, Prévisions du rapatriement des Polonais entre le 18 octobre et le 2 décembre [1945], [s.l.n.d.].

88 *Ibid.*, Étrangers rapatriés de France au 15 novembre 1945.

89 *Ibid.*, Étrangers rapatriés de France au cours du mois de novembre 1945.

90 « Bulletin d'information n° 10 », Londres, le 16 janvier 1946, dans « *Komunikaty Informacyjne* » *Sztabu Naczelnego Wodza/Sztabu Głównego Polskich Sił Zbrojnych na Zachodzie, 1945-1947* [Les « Bulletins d'information » de l'état-major du commandant en chef des Forces armées polonaises de l'Ouest / de l'état-major des Forces armées polonaises de l'Ouest, 1945-1947],

Au total, d'après les renseignements fournis par les centres de rapatriement du ministère des PDR et ensuite du service PDR du ministère de la Population, jusqu'à la fin de l'année 1945, l'action de rapatriement des personnes déplacées étrangères présentes sur le territoire français concerna 113 132 personnes⁹¹. Au cours de la première moitié de l'année 1946, le service PDR, rattaché dorénavant au ministère des Anciens Combattants et Victimes de guerre, supervisa le rapatriement de 4 824 étrangers⁹².

Entre le mois d'octobre 1945 et la fin juin 1946, les autorités françaises rendirent possible le rapatriement d'environ 41 000 déportés, de 3 500 soldats démobilisés des Forces armées polonaises de l'Ouest et de 1 500 anciens soldats de la Wehrmacht ; l'armée américaine organisa le retour de 18 000 anciens soldats de la Wehrmacht et des compagnies de sentinelles. Ce sont au total environ 64 000 réfugiés et déplacés polonais qui quittèrent la France pour la Pologne dans le cadre de cette *repatriacja*. Jusqu'à la fin de l'année 1947, 8 000 autres personnes furent rapatriées en Pologne⁹³.

éd. Czesław Brzoza, Kraków, Księgarnia Akademicka, 2008, p. 219. En revanche, dans un autre bulletin d'information de l'état-major polonais, on lisait que jusqu'au 28 décembre 1945 le rapatriement concerna 29 392 déplacés polonais de France. Ce nombre, provenant d'un rapport de l'UNRAA, fut ensuite considéré comme représentatif de l'état des rapatriements des réfugiés polonais de France jusqu'au 28 mars 1946 ! « Bulletin d'information n° 12 », Londres, le 16 février 1946, dans « *Komunikaty Informacyjne* » Sztabu Naczelnego Wodza, éd. cit., p. 256 ; « Bulletin d'information n° 18 », Londres, le 15 mai 1946, dans « *Komunikaty Informacyjne* » Sztabu Naczelnego Wodza, éd. cit., p. 361.

⁹¹ AN, F 9 3840, nombre de rapatriés à la date du 31 décembre 1945.

⁹² *Ibid.*, nombre de rapatriés entre le 1^{er} janvier et le 15 juin 1946.

⁹³ Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonais en France*, op. cit., p. 286. D'après les statistiques fournies par Krystyna Kersten, entre 1945 et 1950, le rapatriement des réfugiés de guerre et des personnes déplacées de nationalité polonaise de France concerna 63 771 personnes. Voir : Krystyna Kersten, *Repatriacja ludności polskiej po II wojnie światowej: studium historyczne* [Le Rapatriement de la population polonaise après la seconde guerre mondiale. Une étude historique], Wrocław/Warszawa/Kraków/Gdańsk, Ossolineum, 1974, p. 236.

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

Les années d'après-guerre sont très importantes pour l'appréhension de l'évolution de la communauté polonaise en France. Durant cette période en effet, l'intégration progressive des immigrés au pays d'accueil – processus ordinaire après le séjour pluriannuel à l'étranger – se voyait mise à mal, ou au contraire renforcée, par l'action de rapatriement des travailleurs polonais mise en place par les autorités de la Pologne populaire. Ainsi, choisir de ne pas retourner en Pologne signifiait en quelque sorte « choisir de la France ».

L'intégration des immigrés polonais en France était fortement encouragée par les politiques d'immigration et d'intégration menées par les autorités françaises dès la Libération. La France désirait conserver sur son territoire le plus de travailleurs polonais possible, et cela malgré les conventions signées avec la Pologne entre 1946 et 1948 portant sur le rapatriement des immigrés polonais. Le nouveau Code de la nationalité française du 19 octobre 1945 facilita l'accès à la nationalité française aux étrangers résidant en France depuis longtemps.

Faisons aussi un point sur la question de l'intégration des nouveaux immigrés polonais. Il était fréquent que les Polonais issus des classes aisées (relativement nombreux parmi les réfugiés de guerre) rencontrent des problèmes dans leur intégration sociale en France. En effet, pour diverses raisons – telles que l'impossibilité qu'ils rencontraient réinvestir leur instruction dans le pays d'accueil, leur profession, dont l'exercice était restreint par les autorités françaises, ou encore la méconnaissance ou la connaissance insuffisante de la langue française – le rôle social de ces immigrés était moins important que celui qu'ils jouaient autrefois en Pologne. Cette impossibilité de se réintégrer à une catégorie socioprofessionnelle analogue à celle dont ils faisaient partie en Pologne constituait pour eux un véritable fossé les séparant de la société d'accueil¹. Cependant, l'intégration des nouveaux immigrés polonais à la société française était en général souvent plus facile et plus rapide que le processus analogue qu'avaient subi leurs compatriotes arrivés en France dans l'entre-deux-guerres². Cette constatation se réfère surtout aux réfugiés de guerre, arrivés en France dans les années 1939-1940 qui, grâce à leurs compétences culturelles, élargissaient le

1 Hieronim Kubiak, Andrzej K. Paluch et Grzegorz Babiński, « Procesy asymilacji i ich odbicie », art. cit., p. 75.

2 Jan Gruszyński, « Integracja emigracji polskiej ze społeczeństwem francuskim w latach 1919-1975 », art. cit., p. 570.

champ d'interaction entre les Français et les Polonais résidant en France. Il ne faut garder à l'esprit que les anciens soldats des Forces armées polonaises et les anciennes personnes déplacées polonaises provenant d'Allemagne pouvaient s'appuyer, pour leur intégration, sur la présence de centaines de milliers de travailleurs polonais installés en France depuis des années. En outre, l'attitude des Français envers les Polonais après les hostilités devint en général plus favorable que dans l'entre-deux-guerres, les deux communautés ayant tissé des contacts et partagé des expériences communes sous l'occupation allemande³.

3 Sur l'attitude des autorités françaises envers les réfugiés et déplacés polonais au lendemain de la Libération, voir : Paweł Sękowski, « Francja wobec polskich uchodźców wojennych i dipisów w pierwszych latach po drugiej wojnie światowej » [La France et les réfugiés et déplacés polonais dans l'immédiat après-guerre], *Dzieje Najnowsze*, vol. 46, n° 2, 2014, p. 71-83.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

Archives

I. Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine

Série AJ 43 : archives de l'Organisation internationale pour les réfugiés :

- art. 311 : assistance aux Polonais ayant appartenu aux forces alliées réfugiées en France et aux étudiants réfugiés, 1948-1951

Série AJ 80 : Commissariat général du Plan de modernisation et d'équipement :

- art. 15 : archives de Monsieur Bou : production végétale, 1946-1947

Série BB 30 : ministère de la Justice :

- art. 1741 : Inspection générale des services judiciaires, 1944-1947

Série F 1 : ministère de l'Intérieur :

- F 1^a 3303 : X-B 18 : Polonais : camps de La Courtine, Lusignan, Couiza ; consulats polonais, novembre 1944 - septembre 1945 ;
- F 1^a 3345-3346 : situations des étrangers en France, 1944-1947 ;
- F 1^a 3364 : I-H : étrangers en France, 1946.

Série F 7 : police générale :

- art. 15589 : mélanges, entre autres Polonais en France, mai 1946 ; réfugiés israéliens en France, juin 1950 ; réfugiés de l'Europe centrale, mai 1950 ;
- art. 16102 : séjours des étrangers prisonniers et résistants, 1944-1945.

Série F 9 : affaires militaires (y compris le ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés) :

- art. 3840 : centres de réfugiés polonais, 1945-1948.

Fonds 552 AP : fonds Vincent Auriol :

- art. 64 : notes sur les diplomates polonais, renseignements généraux sur les Polonais en France, 1947 (entre autres).

Fonds 577 AP : fonds Georges Mauco :

- art. 5 : documents sur les étrangers en France, 1945-1949.

II. Centre des archives diplomatiques, La Courneuve

Série Europe 1945-1960, sous-série Pologne :

- art. 4-5 : corps diplomatique et consulaire polonais en France. Attachés militaires, navals, de l'air et missions militaires. Correspondance à propos des Bureaux d'administration des Polonais, 1944-1949 ;
- art. 6 : représentants diplomatiques et consulaires du gouvernement polonais de Londres, 1945-1948 ;
- art. 30 : armée polonaise de l'extérieur, 1944-1949 ;
- art. 31 : militaires polonais en France, 1945-1948 ;
- art. 59 : France-Pologne, 1944-1946 ;
- art. 84-85 : Polonais en France – dossier général, 1944-1949 ;
- art. 86 : associations polonaises en France, 1944-1949 ;
- art. 87 : main-d'œuvre polonaise, 1944-1949.

398

III. Archives nationales du monde du travail, Roubaix

Compagnie des mines de Vicoigne-Nœux (Pas-de-Calais) :

- 19940511852 : enquêtes sur les travailleurs français et étrangers, 1939-1946.

Compagnie des mines d'Ostricourt (Nord) :

- 19940570043 : « La situation des Houillères nationalisées », conférence de M. Duguet, Charbonnages de France, le 30 mai 1947, 16 p.

IV. Archives départementales du Nord, Lille

Série 27W : commissariat régional de la République :

- 38328/24 : Polonais, 1944-1946 ;
- 38328/31 : Parti communiste et propagande anticommuniste, 1944-1946 ;
- 38345/1 : rapports des commissaires des renseignements généraux sur l'activité des étrangers, 1944-1945 ;
- 38345/2 : statuts administratifs et affaires se rapportant à des groupes ethniques ; affaires se rapportant au Comité d'action et de défense des immigrés (CADI) ; centre d'hébergement des étrangers ; recensement des étrangers internés maintenus en France ou expulsés, 1944-1946 ;
- 38345/3 : listes des étrangers internés et détenus, 1946 ;
- 38347/1 : activités des Polonais : associations, mineurs recrutés pour l'armée polonaise, Polonais ayant opté pour la Russie, 1945 ;
- 38347/2 : rapports sur l'attitude des Polonais et des Tchèques en France ; activité des associations polonaises, 1944-1946 ;
- 38474/6 : Affaires diverses concernant les consulats, entre autres : Pologne, 1944-1945.

V. Archives de la préfecture de police de Paris

Série B – cabinet du préfet de police, sous-série BA – rapports et renseignements adressés au cabinet du préfet (1869-1970) :

- BA 2186: Pologne, ambassade et consulat général à Paris;
- BA 2187: Pologne, affaires diverses;
- BA 2388: Pologne, colonies polonaises.

VI. Centre des archives économiques et financières, Savigny-le-Temple

- B 33. 773 / F³⁰ 3216: accords militaires franco-polonais, 1939-1940.

VII. La Contemporaine, Nanterre

- O pièce 26364: *La Pologne en lutte 1939-1945-1949*, [brochure], Paris, Comité d'entente de l'Association des Polonais libres, 1949, 63 p;
- O pièce 27302: *Statut de l'Union centrale des Polonais en France avec les règlements des comités régionaux et des comités locaux qui font partie intégrante de l'Union*, [brochure], Paris, 1945, 16 p;
- Q pièce 7492: Frédéric Joliot-Curie, *Pour la défense de l'immigration démocratique polonaise en France*, [brochure], Paris, L'Amitié franco-polonaise, le 29 novembre 1949, 2 p.

VIII. Bibliothèque nationale de France

- 4-WZ-6441: *Association des ingénieurs et techniciens polonais en France – 50 ans*, [brochure], juin 1969.

IX. Société historique et littéraire polonaise / Bibliothèque polonaise de Paris

Fonds Rosa Bailly née Dufour :

- vers. 2845/1-2 : correspondance, 1945-1946.

Fonds Mieczysław Biesiekierski :

- art. prov. 1 : documents biographiques, 1919-1974.
- art. prov. 3 : matériaux pour l'activité au sein de la Croix-Rouge polonaise (CRP) en France et de la Relief Society for Poles (RSFP), 1944-1951;
- art. prov. 4/1 : matériaux pour l'activité en tant que conseiller aux affaires du travail et de la protection sociale auprès de l'ambassade de Pologne à Paris et en tant que délégué du ministère du Travail et de la Protection sociale, correspondance, 1944-1949;
- art. prov. 5 : matériaux pour la campagne de réinstallation des Polonais en France, 1946-1948.

Fonds Kazimierz Czerny-Szwarcenberg :

- art. prov. 1 : correspondance, 1939-1946.

Fonds Józef Jakubowski :

- art. prov. 10 : rapports sur l'activité du Groupement d'assistance aux Polonais en France (Towarzystwo Opieki nad Polakami we Francji), 1941-1944 ;
- art. prov. 13 : matériaux sur les réunions du comité directeur de la CRP en France, 1944-1945 ;
- art. prov. 16 : questions de la protection dans des centres d'accueil, 1944-1945 ;
- art. prov. 17 : activité de la CRP en France dans le contexte du changement de la situation politique, 1944-1945 ;
- art. prov. 18 : matériaux concernant l'aide aux anciens prisonniers et détenus et aux Juifs polonais, 1943-1946 ;
- art. prov. 19 : affaires du service de l'emploi et du service de l'éducation de la CRP en France, 1944-1945 ;
- art. prov. 22 : rapports sur l'histoire et l'activité de la CRP en France, 1941-1945 ;
- art. prov. 23 : matériaux de l'assemblée des délégués régionaux de la CRP en France ;
- art. prov. 25 : correspondance concernant la CRP en France, 1944-1945 ;
- art. prov. 30 : activité de la branche française de la RSFP : Société de secours aux Polonais (Towarzystwo Pomocy Polakom), 1947-1950 ;
- art. prov. 33 : rapports sur l'activité de la RSFP, 1947-1949 ;
- art. prov. 34 : correspondance de la RSFP, 1946-1950 ;
- art. prov. 35 : matériaux des divers organismes dans le cadre de la RSFP, 1947-1955 ;
- art. prov. 42 : *varia*, concernant entre autres l'Organisation polonaise de lutte pour l'indépendance (Polska Organizacja Walki o Niepodległość, POWN), 1945-1983.

Fonds Aleksander Kawałkowski :

- BPP 1165 : rapports et mémoires concernant la POWN ;
- BPP 1168 : matériaux concernant la liquidation de la POWN et les affaires des combattants ;
- BPP 1169 : matériaux pour l'activité diplomatique de Kawałkowski, 1944-1948 ;
- BPP 1170 : rapports et mémoranda sur la situation intérieure en France, 1944-1947, entre autres : rapport sur la situation de l'immigration polonaise en France du mois de décembre 1944 ;
- BPP 1171 : rapports sur la situation intérieure en France et sur l'immigration polonaise, 1944-1946 ;
- BPP 1172 : matériaux concernant les associations polonaises à l'étranger, 1945-1946 ;
- BPP 1201/II : périodiques et brochures du fonds privé.

Fonds Stanisław Kot :

- KOT 11 : matériaux pour l'activité politique de Kot dans le Parti paysan polonais en exil (Polskie Stronnictwo Ludowe, PSL) dans les années 1947-1954.

Fonds Kajetan Morawski :

- art. prov. 6/I : rapports pour le ministère des Affaires étrangères du gouvernement polonais à Londres (MSZ), 1941-1953 ;

- art. prov. 19/I : matériaux concernant la Bibliothèque polonaise et la Société historique et littéraire polonaise, 1929-1954.

Fonds Tadeusz Parczewski :

- art. prov. 1/I-II : émigration polonaise en France : Organisations politiques. Organisations sociales, 1945-1960;
- art. prov. 5 : Mouvement polonais pour la Liberté « Indépendance et démocratie » (*Polski Ruch Wolnościowy* „Niepodległość i Demokracja”, NiD), 1945-1966;
- art. prov. 10 : Association d'entraide des anciens combattants polonais en France (Samopomoc byłych Kombatantów Polskich we Francji, puis Stowarzyszenie Polskich Kombatantów, SPK), 1946-1964;
- art. prov. 12 : documents du département éducation et culture de la SPK, 1946-1950.

Fonds Edmund Strauch :

- art. prov. 2 : correspondance de l'agence consulaire de Pologne à Charleville-Mézières, 1944-1950;
- art. prov. 3 : *varia* – circulaires, bulletins, invitations, 1945-1950.

Fonds Zygmunt Lubicz Zaleski :

- vers. 3882/2 : activité en tant que coordinateur de l'éducation de la jeunesse polonaise en France; activité au sein du Comité central des études (Centralny Komitet Studiów);
- vers. 3883/2 : activité en tant que président du Comité central des études à Paris; Mission militaire polonaise de liquidation (Polska Wojskowa Misja Likwidacyjna); Mission catholique polonaise (Polska Misja Katolicka);
- vers. 3892/2 : Activité en tant que délégué pour la France du ministre de l'Instruction publique et des Cultes.

Documents non classés :

- vers. 3209 : rapports sur les contrôles effectués par la CRP en France, 1945-1946;
- vers. 3215 : Union des réfugiés de guerre polonaise (Zjednoczenie Polskiego Uchodźstwa Wojennego);
- vers. 3218 : archives de l'Union indépendante des instituteurs polonais en France (Niezależny Związek Nauczycielstwa Polskiego);
- vers. 3219-3220 : fonds Jerzy Jankowski;
- vers. 3269-3270 : fonds Lucjan Krawiec;
- vers. 3386 : e.a. *Duszpasterstwo polskie we Francji* [L'Aumônerie polonaise en France], l'état à la date du 1^{er} mars 1947, brochure, 1947;
- vers. 4042-4043 : Mission militaire polonaise de liquidation en France (Polska Wojskowa Misja Likwidacyjna we Francji);
- vers. 4087-4091, 4115 : archives de l'Union centrale des Polonais en France (Centralny Związek Polaków we Francji);
- vers. 5011 : archives du Parti paysan polonais en France (Polskie Stronnictwo Ludowe).

X. Archives des Actes nouveaux (Archiwum Akt Nowych), Varsovie

Ambassade de Pologne à Paris

- art. 320 : protection sociale sur les immigrés en France et en Belgique, 1944-1945 ;
- art. 331 : réseau diplomatique polonais en France, 1943-1945 ;
- art. 346 : protection juridique sur les immigrés, 1945.

Croix-Rouge polonaise – comité de direction à Varsovie :

- art. 133 : section autonome à l'étranger (*Samodzielna Sekcja Zagraniczna*) : délégation de la CRP en France : organisation, instructions, résolutions et correspondance, 1945-1957.

Lycée polonais à Paris :

- art. 5 : l'activité, 1947-1963.

Ministère du Travail et de la Protection sociale :

- art. 222 : département des assurances sociales (Departament Ubezpieczeń Społecznych) – coopération avec les autres pays dans le domaine de sécurité sociale : France, 1946-1949 ;
- art. 225 : département des assurances sociales – allocations pour travailleurs polonais en France ayant effectué une partie de leur ancienneté de service en Allemagne („*zasilki gwareckie*”), 1945-1946 ;
- art. 382 : département des assurances sociales – aide aux Polonais établis hors de leur pays, 1945-1948.

402

XI. Archives du ministère des Affaires étrangères de Pologne, Varsovie (A MSZ)

Série 6 : département politique, section Europe occidentale et du Nord (Departament Polityczny – Wydział Zachodniej i Północnej Europy) :

- art. 969 (liasse 68) : conventions sur le rapatriement et réémigration des Polonais de France – exemplaires originaux, 1946-1947 ;
- art. 971 (liasse 68) : aumônerie polonaise en France, 1946-1947 ;
- art. 984 (liasse 69) : réseau diplomatique et consulaire polonais, 1945-1948 ;
- art. 985 (liasse 69) : rejet de l'*exequatur* pour la candidature consulaire d'Aleksander Bodak en France, 1948 ;
- art. 994 (liasse 71) : rapports politiques de l'ambassade de Pologne à Paris, 1945-1948 ;
- art. 1001 (liasse 72) : vie politique de l'immigration polonaise en France, 1945-1948.

Série 8 : département II, section pays romans (Departament II – Wydział Romański) :

- art. 83 (liasse 6) : enseignement polonais et cours de polonais pour les étrangers en France, 1949 ;

Série 15 : cabinet du ministre :- art. 169 (liasse 18) : questions concernant la citoyenneté et les passeports, entre autres : enregistrement des citoyens polonais en France, 1945-1950.

Série 20 : bureau consulaire (*Biuro Konsularne*), 1945-1950 :

- art. 17 (liasse 2) : rapports sur l'activité des services administratifs polonais sur le territoire français, 1947-1949 ;
- art. 18 (liasse 2) : rapport d'activité du consulat général de Pologne à Lille, 1949 ;
- art. 32 (liasse 2) : revue des affaires polonaises en France, 1948-1949 ;
- art. 48 (liasse 3) : rapports des consulats généraux de Pologne à Lille et à Marseille sur les affaires polonaises, 1949 ;
- art. 49 (liasse 4) : rapports des consulats de Pologne à Strasbourg, à Toulouse et à Lyon sur les affaires polonaises, 1949 ;
- art. 77 (liasse 5) : enseignement polonais à l'étranger, entre autres : en France, 1947-1949 ;
- art. 116-118 (liasse 9) : rapports du consulat général de Pologne à Paris, 1946-1949 ;
- art. 119-121 (liasse 9) : rapports du consulat général de Pologne à Marseille, 1946-1949 ;
- art. 122-124 (liasse 9) : rapports du consulat général de Pologne à Lille, 1946-1949 ;
- art. 125-127 (liasses 9, 10) : rapports du consulat de Pologne à Lyon, 1946-1949 ;
- art. 128-130 (liasse 10) : rapports du consulat de Pologne à Toulouse, 1947-1949 ;
- art. 131 (liasse 10) : rapports du consulat de Pologne à Strasbourg, 1946-1949 ;
- art. 133 (liasse 10) : rapports de l'agence consulaire de Pologne à Metz, 1946-1949 ;
- art. 444 (liasse 37) : protection sociale envers les émigrés – généralités, 1946 ;
- art. 456 (liasse 38) : la mise en service du réseau consulaire sur le territoire français, 1945 ;
- art. 993 (liasse 75) : rapports du consulat de Pologne à Toulouse sur les affaires polonaises, 1950 ;
- art. 1074 (liasse 80) : enregistrement des citoyens polonais par le consulat de Pologne à Lyon, 1950.

Série 22 : bureau pour les affaires du rapatriement (*Biuro do Spraw Repatriacji*) :

- art. 77, 80 (liasse 4) : situation de l'immigration polonaise dans la circonscription consulaire de Lille, 1947.

Base de données électroniques des postes diplomatiques et consulaires de Pologne pour les années 1918-1945, établie par Janusz Deszczka.

Base de données électroniques des postes diplomatiques et consulaires de Pologne pour les années 1946-2012, établie par Janusz Deszczka.

XII. Archives de l'Institut de la mémoire nationale (Archiwum Instytutu Pamięci Narodowej)

- AIPN 0179/1385 : département de l'information du ministère de la Sécurité publique (Wydział Informacji Ministerstwa Bezpieczeństwa Publicznego), *Emigracja polska*.

Broszura szkoleniowa [Émigration polonaise. Brochure d'instruction], Varsovie, août 1948.

XIII. Archives de l'université Jagellonne, Cracovie

Série S II 619 : dossiers individuels des universitaires ayant travaillé entre 1850 et 1939 :

- Wnorowski Feliks.

XIV. The Polish Institute and Sikorski Museum, Londres

Série A.XI.E : ministère des Affaires étrangères :

- art. 192 : relations polono-françaises, 1945 ;

- art. 598 : protection sociale sur les émigrés, 1945.

Série A.17 : Union mondiale des Polonais de l'étranger (Światpol) (Światowy Związek Polaków z Zagranicy) :

- art. 4 : pays européens et Canada, 1943-1946 ;

- art. 22 : Bulletins d'information (*Biuletyny informacyjny*), n° 1-34, 1945-1947 ;

- art. 24-25 : bulletins, brochures, 1938-1948.

Série A.46 : ambassade de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris, 1944-1950 :

- art. 1-4 : questions politiques – généralités, 1945-1949 ;

- art. 13-15 : organisation de la vie politique en France, 1945-1948 ;

- art. 23-24 : questions de la jeunesse, scolaires et académiques, 1945-1947 ;

- art. 29-30 : rapports consulaires, 1945-1947.

Série A.54 : consulat de Pologne à Lille :

- art. 2 : allocations pour veuves et enfants des victimes de guerre et les allocations aux familles de militaires, 1944-1945 ;

- art. 3 : Mission militaire polonaise de recrutement et évacuation (*Misja Wojskowa do spraw Zaciągu i Ewakuacji*), 1944-1945.

Série PRM : présidence du Conseil des ministres (*Prezydium Rady Ministrów*) :

- art. 162 : année 1945. Dépêches des services diplomatiques.

XV. Polish Underground Movement Study Trust (*Studium Polski Podziemnej*), Londres

Série A : 6^e section (section spéciale) de l'état-major du commandant en chef de l'armée polonaise (*Oddział VI Sztabu Naczelnego Wodza – Oddział Specjalny*) :

- A.5.2.9. : bases et postes de communication de l'Armée de l'intérieur avec la Pologne occupée : « Paryż » [« Paris »], 1940-1945.

Série SK.17 : 6^e section (section spéciale) de l'état-major du commandant en chef de l'armée polonaise (*Oddział VI Sztabu Naczelnego Wodza – Oddział Specjalny*) ; documents provenant d'un coffre retrouvé :

- art. 23 : matériaux de la « Baza Moda » à Paris concernant les postes « Lila » et « Mine », 1944-1945.

XVI. Polish Library POSK, Londres

558/RPS : fonds Tadeusz Świącicki :

- archives de la Société de bibliophiles polonais de Paris, 1945-1948.

916/RPS :

- Antoni Stefan Koper, *Polscy Displaced Persons w Niemczech, 1945-1947* [Personnes déplacées polonaises en Allemagne, 1945 -1947], London, [1979], introduction et première partie de la thèse de doctorat préparée à l'Université polonaise en exil (Polski Uniwersytet Na Obczyźnie) – brouillon, 88 p.

XVII. The National Archives, Kew, Londres

Série FO 371 : Foreign Office – Political Departments : General Correspondance:

- 47793 : Polish Committee of National Liberation France, 1945.

Série WO 204 : War Office – Allied Forces, Mediterranean Theatre : Military Headquarters Papers, Second World War :

- 5701 : Poles in France, 1944-1945 ;

- 5703 : Movements of Poles from France, 1944-1945.

Presse

Biuletyn Informacyjny Centralnego Związku Polaków we Francji [Bulletin d'information de l'Union centrale des Polonais en France], Paris, 1945-1947.

Biuletyn Polskiego Czerwonego Krzyża – Oddział na Francję [Bulletin de la Croix-Rouge polonaise – section française], Paris, 1944-1945.

Comité polonais de libération nationale en France. Service de documentation, Paris, 1944-1945.

Gazeta Ludowa. Tygodnik Polskiego Stronnictwa Ludowego we Francji [Gazette populaire. Hebdomadaire du Parti paysan polonais en France], Paris, 1946-1947.

Gazeta Polska (Niepodległość). Dziennik Wychodźstwa Polskiego we Francji (Journal polonais, fondé sous l'occupation ennemie en 1941), Paris, 1945-1949.

Głos Pracy. Miesięcznik robotników polskich w CGT-Force ouvrière [La Voix du Travail. Mensuel polonais de la CGT-Force ouvrière], Paris, 1949.

Kultura [La Culture], Paris, 1947-1950.

Lud Polski. Organ polskich mas pracujących we Francji [Le Peuple polonais. Organe de presse des classes laborieuses polonaises en France], Paris, 1946-1948.

Narodowiec [Le National], Lens, 1945-1949.

Niepodległość. Organ Wychodźstwa Polskiego we Francji [L'Indépendance. Organe de presse de l'émigration polonaise en France], Paris, 1944-1945.

Placówka [Le Poste], Paris, 1945-1948.

Polonia Zagraniczna. Biuletyn Organizacyjny Światowego Związku Polaków z Zagranicy [Polonia de l'étranger. Bulletin d'organisation de l'Union mondiale des Polonais de l'étranger], Londyn, 1945-1947.

Polska Wierna. Tygodnik katolicki [La Pologne fidèle. Hebdomadaire catholique], Paris/Londres, 1945-1949.

Syrena [La Sirène], Paris, 1947-1949.

Sztandar. Organ Centralnego Komitetu Walki [L'Étendard. Organe du Comité central de lutte], Lyon, 1944.

Sztandar Polski. Dziennik emigracji polskiej we Francji, Belgii i Holandii [L'Étendard polonais. Journal de l'émigration polonaise en France, en Belgique et aux Pays-Bas], Paris, 1945-1946.

Światło. Zbiór artykułów i rozpraw pod redakcją A. Ciołkosza i Z. Zaremby [La Lumière. Revue mensuelle], Paris, 1947-1949.

Więści. Wydawnictwo Oficera Opieki Obozu Zb. WP nr 3 dla żołnierzy Obozu [Les Nouvelles. L'édition de l'officier responsable du camp de rassemblement n° 3 de l'armée polonaise pour les soldats], Lille, 1946-1948.

Wolna Polska. Organ zjednoczonego ludu polskiego we Francji [La Pologne Libre. Organe de presse du peuple polonais uni en France], Lyon, 1944-1945.

Documents imprimés et mémoires

Archiwum Ruchu Robotniczego, n° 1, « Grupy polskie Francuskiej Partii Komunistycznej podczas okupacji hitlerowskiej. Materiały programowe, VIII 1941-VIII 1944 » [Les groupes polonais du Parti communiste français pendant l'occupation hitlérienne. Documents de programme, août 1941-août 1944], dir. Kazimiera Maj, 1973, p. 285-340.

BIESIEKIERSKI, Mieczysław, « Polska akcja opiekuńcza we Francji w okresie okupacji niemieckiej, czerwiec 1940-wrzesień 1944 » [L'action polonaise de protection sociale en France pendant l'occupation allemande, juin 1940-septembre 1944)], *Zeszyty Historyczne* (Paris), n° 105, 1993, p. 38-63.

BOBROWSKI, Czesław, *Wspomnienia ze stulecia* [Mémoires du centenaire], Lublin, Wydawnictwo Lubelskie, 1985, 344 p.

Bulletin de la statistique générale de la France, vol. 34, n° 12, décembre 1946.

Bulletin de la statistique générale de la France, vol. 35, n° 3, mars 1947.

CEGIEŁKA, Franciszek, « Nuncjusz A. G. Roncalli w Paryżu » [Le nonce A. G. Roncalli à Paris], *Zeszyty Historyczne* (Paris), n° 39, 1977, p. 184-193.

—, « Problemy Polskiej Misji Katolickiej we Francji w pierwszych latach po II wojnie światowej » [Les problèmes de la Mission catholique polonaise en France pendant les premières années après la seconde guerre mondiale], *Studia Polonijne*, n° 11, 1987, p. 223-236.

- GAJEWICZ, Bohdan, *Opieka nad kombatantami (1941-1944)* [La Protection pour les anciens combattants], Vals-les-Bains (Ardèche), Towarzystwo Opieki nad Polakami we Francji [Groupement d'assistance aux Polonais en France], octobre 1944, 74 p. ; *Zakończenie* [Conclusion], Paris, le 28 avril 1945, 4 p. [numérotées 75-78].
- INSEE, *Premiers résultats du recensement général de la population effectué le 10 mars 1946*, Paris, Impr. nationale, 1947, 61 p.
- , *Résultats statistiques du recensement général de la population effectué le 10 mars 1946*, t. II, *Population présente totale*, Paris, Impr. nationale, 1953, 436 p.
- JĘDRYCHOWSKI, Stefan, *Przedstawicielstwo PKWN i Rządu Tymczasowego RP we Francji* [La Représentation du CPLN et du gouvernement provisoire de la Pologne en France], Warszawa, MSZ, coll. « Materiały i Studia Historyczne » [Matériaux et études historiques], 1987, 78 p.
- „Komunikaty Informacyjne” Sztabu Naczelnego Wodza / Sztabu Głównego Polskich Sił Zbrojnych na Zachodzie, 1945-1947 [Les Bulletin d'information de l'état-major du commandant en chef des Forces armées polonaises de l'Ouest / de l'état-major des Forces armées polonaises de l'Ouest, 1945-1947], éd. Czesław Brzoza, Kraków, Księgarnia Akademicka, 2008, 728 p.
- MARÈS, Antoine, « Témoignages d'exilés et de réfugiés politiques d'Europe centrale en France après 1945 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 44, octobre-décembre 1996, p. 48-54.
- MORAWSKI, Kajetan, *Tamten brzeg* [L'Autre Bord], éd. Jerzy Marek Nowakowski, Warszawa, Spotkania, 1996, 281 p.
- OLSZANSKI, Thomas, *La Vie errante*, dans *Un militant syndicaliste franco-polonais. « La Vie errante » de Thomas Olszanski, 1886-1959*, éd. et trad. Mylène Mihout, Lille, PUL, 1993, 395 p. (version polonaise: OLSZAŃSKI, Tomasz, *Życie tułaczce*, Warszawa, Książka i Wiedza, 1957, 378 p.).
- OSTROWSKI, Jean, « Le syndicalisme ouvrier et les Polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3) / *Revue du Nord*, hors-série, n° 7, coll. « Histoire », 1992, p. 159-174.
- Pamiętniki emigrantów, 1878-1958* [Souvenirs des émigrés, 1878-1958], Warszawa, Czytelnik, 1960, 924 p.
- Polska Ludowa. Materiały i Studia*, n° 5, « Dokumenty do dziejów polskich demokratycznych formacji wojskowych we Francji, 1941-1945 » [Documents pour l'histoire des formations militaires démocratiques polonaises en France, 1941-1945], dir. Wincenty Romanowski et Mieczysław Wrzosek, 1966, p. 141-202.
- PONTY, Janine, *L'Immigration dans les textes. France, 1789-2002*, Paris, Belin, 2003, 416 p.
- Protokoły posiedzeń Rady Ministrów Rzeczypospolitej Polskiej* [Protocoles des réunions du Conseil des ministres de la république de Pologne], t. VII, *Maj-listopad 1944* [Mai-

novembre 1944], éd. Wojciech Rojek, collab. Andrzej Suchcitz, Kraków, Secesja, 2006, 694 p.

Protokoły posiedzeń Rady Ministrów Rzeczypospolitej Polskiej [Protocoles des réunions du Conseil des ministres de la république de Pologne], t. VIII, *Grudzień 1944-sierpień 1945* [Décembre 1944-août 1945], éd. Wojciech Rojek, collab. Andrzej Suchcitz, Kraków, Secesja, 2008, 774 p.

PUTRAMENT, Jerzy, *Pół wieku. Zagranica* [Un demi-siècle. À l'étranger], Warszawa, Czytelnik, 1965, 412 p.

Rocznik Statystyczny 1947 [Annuaire statistique de la république de Pologne 1947], Warszawa, GUS [Office central de statistiques], 1947.

Rocznik Statystyczny 1948 [Annuaire statistique de la république de Pologne 1948], Warszawa, GUS, 1949.

Rocznik Statystyczny 1956 [Annuaire statistique de la république de Pologne 1956], Warszawa, GUS, 1956.

Rocznik wychodźstwa polskiego we Francji i Belgii [Annuaire de l'émigration polonaise en France et en Belgique], Paris, 1948.

Sprawozdanie z pierwszego walnego zjazdu wychodźstwa polskiego we Francji, 17-18 grudnia 1944 roku [Compte-rendu de la 1^{re} assemblée plénière de l'émigration polonaise en France, les 17 et 18 décembre 1944], Paris, 1945, 140 p.

ZALESKI LUBICZ, Zygmunt, *Le Statut moral de l'émigré*, Paris, 1949, 8 p. (extrait de: *Revue des travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, 1949).

408

Communications orales

Communication orale enregistrée de Maciej Morawski, Paris, le 28 février 2012.

Sources audiovisuelles

WISNIEWSKI, Allan, *Pologne. Chronique d'un retour oublié, 1947-1990*, SCEREN/CNDR, coll. « Films en classe : collègue et lycée », « Histoire », 2010, 75 minutes.

BIBLIOGRAPHIE

Instruments de travail

BRUNEL, Ghislain (dir.), *Les Sources de l'histoire de la Pologne et des Polonais dans les archives françaises*, Paris, Direction des Archives de France, 2003, 818 p.

DANILEWICZ-ZIELIŃSKA, Maria, *Bibliografia: „Kultura”, 1958-1973; „Zeszyty Historyczne”, 1962-1973; działalność wydawnicza, 1959-1973* [Bibliographie: *Kultura*, 1958-1973; *Zeszyty Historyczne*, 1962-1973; l'activité éditoriale, 1959-1973], Le Mesnil-le-Roi, Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1975, 430 p.

- , *Bibliografia: „Kultura”, 1974-1980; „Zeszyty Historyczne”, 1974-1980; działalność wydawnicza, 1974-1980* [Bibliographie: *Kultura*, 1974-1980; *Zeszyty Historyczne*, 1974-1980; l'activité éditoriale, 1974-1980], Le Mesnil-le-Roi, Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1981, 314 p.
- , *Bibliografia: „Kultura”, 1981-1987; „Zeszyty Historyczne”, 1981-1987; działalność wydawnicza, 1981-1987* [Bibliographie: *Kultura*, 1981-1987; *Zeszyty Historyczne*, 1981-1987; l'activité éditoriale, 1981-1987], Le Mesnil-le-Roi, Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1989, 348 p.
- FAVIER, Jean (dir.), *Les Archives nationales. État général des fonds*, t. V, 1940-1958. *Fonds conservés à Paris*, Paris, Archives nationales, 1988, 468 p.
- GOULD, Julius et KOLB William L. (dir.), *A Dictionary of the Social Sciences*, London, Tavistock Publications, 1964, 761 p.
- JUDYCKA, Agata et JUDYCKI, Zbigniew, *Les Polonais en France. Dictionnaire biographique*, trad. Richard Zienkiewicz, Paris, Concorde, 1996, t. I, 348 p.
- JUDYCKI, Zbigniew A., *Polacy w świecie. Kwartalnik biograficzny Polonii* [Les Polonais dans le monde. Trimestriel biographique de la Polonia], Paris, puis Paris/Kielce, Scripta 2000, 17 tomes, 1992-2000.
- KOŁODZIEJ, Edward, « Sources pour l'histoire de l'immigration et de la Polonia de France dans les Archives nationales polonaises », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 93-108.
- KOWALIK, Jan, « *Kultura*, 1947-1957. Bibliografia zawartości treści. Działalność wydawnicza, 1946-maj 1959 [*Kultura*, 1947-1957. Bibliographie du contenu de la revue. L'activité éditoriale, 1946-mai 1959], Le Mesnil-le-Roi, Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1959, 393 p.
- , *Bibliografia czasopism polskich wydanych poza granicami Kraju od września 1939 roku – World Index of Polish Periodicals Published outside of Poland since September 1939*, 5 tomes, Lublin, Wydawnictwo KUL [Presses universitaires de l'Université Catholique de Lublin], 1976 (t. I-IV), 1988 (t. V); t. I, 317 p., t. II, 245 p., t. III, 275 p., t. IV, 233 p., t. V, 272 p.
- Polska Służba Zagraniczna po 1 września 1939 r.* [Le Corps diplomatique polonais après le 1^{er} septembre 1939], Londyn, Stowarzyszenie Pracowników Polskiej Służby Zagranicznej, 1954, 180 p.
- Polski Słownik Biograficzny* [Dictionnaire biographique polonais], Kraków, PAN [Académie polonaise des sciences], 1962-1964, 1976, t. X, XXI.
- SUPRUNIUK, Anna et SUPRUNIUK, Mirosław A., *Bibliografia: „Kultura”, 1988-1996; „Zeszyty Historyczne”, 1988-1996; działalność wydawnicza, 1988-1996* [Bibliographie: *Kultura*, 1988-1996; *Zeszyty Historyczne*, 1988-1996; l'activité éditoriale, 1988-

1996], Le Mesnil-le-Roi : Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1997, 463 p.

VEGLIA, Patrick, FOLLIET, Delphine, EL YAZAMI, Driss, *et. al. Les Étrangers en France. Guide des sources d'archives publiques et privées. XIX-XX^e siècles*, Paris, Génériques/Direction des Archives de France, 2005, t. IV, 886 p.

Problématique et méthodologie

BABIŃSKI, Grzegorz, *Więź etniczna a procesy asymilacji. Przemiany organizacji etnicznych. Zagadnienia teoretyczne i metodologiczne* [Le Lien ethnique. Les transformations des organisations ethniques. Questions théoriques et méthodologiques], Warszawa/Kraków, PWN, 1986, 174 p.

KUBIAK, Hieronim, « Proces przystosowania społecznego emigrantów polskich do warunków kulturowych krajów osiedlenia. Podstawowe założenia i konkluzje teoretyczne » [Le processus d'adaptation sociale des émigrés polonais aux conditions culturelles de vie dans le pays de réinstallation. Les principes de base et conclusions théoriques], dans KUBIAK, Hieronim et PILCH, Andrzej (dir.), *Stan i potrzeby badań nad zbiorowościami polonijnymi* [L'État des connaissances et les besoins de la recherche sur les communautés polonaises à l'étranger], actes du colloque de Cracovie, 30 août-5 septembre 1975, Wrocław/Warszawa/Kraków/Gdańsk, Ossolineum-PAN [Académie polonaise des sciences], 1976, p. 60-73.

—, PALUCH, Andrzej K. et BABIŃSKI, Grzegorz, « Procesy asymilacji i ich odbicie w refleksji teoretycznej we współczesnych naukach społecznych » [Les Processus d'assimilation et leur reflet dans la réflexion théorique des sciences sociales contemporaines], dans KUBIAK, Hieronim et PALUCH, Andrzej K. (dir.), *Założenia teorii asymilacji* [Les Principes de la théorie d'assimilation], actes du colloque de Cracovie, juillet 1978, Wrocław/Warszawa/Kraków/Gdańsk, Ossolineum, Komitet Badania Polonii PAN [Bibliothèque sur les Polonais de l'étranger. Comité des recherches sur les Polonais de l'étranger de l'Académie polonaise des sciences], 1980, p. 53-78.

NOIRIEL, Gérard, « Immigration : le fin mot de l'histoire », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 7, 1985, p. 141-150.

PONTY, Janine, « Stan badań historycznych nad Polonią francuską » [L'état des recherches historiques sur la Polonia de France], trad. Anna Masiewicz, *Przegląd Polonijny*, n° 3, 1996, p. 65-72.

REA, Andrea et TRIPIER, Maryse, *Sociologie de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2008, 120 p.

ŚLADKOWSKI, Wiesław, « Les recherches en Pologne sur l'immigration polonaise après la seconde guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, n° 7, 1992, coll. « Histoire », p. 7-15.

Histoire politique de la France et histoire générale de l'immigration en France

- ANGLADE, Jean, *La Vie quotidienne des immigrés en France de 1919 à nos jours*, Paris, Hachette, 1976, 224 p.
- BLANC-CHALÉARD, Marie-Claude, *Histoire de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2001, 121 p.
- , « Les Immigrés et le logement en France depuis le XIX^e siècle. Une histoire paradoxale », dans STORA, Benjamin et TEMIME, Émile (dir.), *Immigrances. L'immigration en France au XX^e siècle*, Paris, Hachette, 2007, p. 67-96.
- BOURGEOIS, Jean, « La situation démographique », *Population*, vol. 2, n° 2, 1947, p. 329-347.
- CASEVITZ, Jean, « Le recensement du 10 mars 1946 », *L'Information géographique*, vol. 11, n° 3, 1947, p. 102-111.
- COURTOIS, Stéphane, PESCHANSKI, Denis et RAYSKI, Adam, *Le Sang de l'étranger. Les immigrés de la MOI dans la Résistance*, Paris, Fayard, 1989, 473 p.
- DALLOZ, Jacques, *La France de la Libération*, Paris, PUF, 1983, 126 p.
- DEBERLES, Kléber, *La Grande Épopée des mineurs*, Lille, *La Voix du Nord*, 1992, 237 p.
- DELMAS, Luc, *Lorraine du fer. Terre d'immigrés*, dans *Mineurs immigrés. Histoire, témoignages. XIX^e, XX^e siècles*, actes du colloque de Lens, 17 et 18 mai 2000, Montreuil, Institut d'histoire sociale minière/Éd. VO, 2000, p. 73-87.
- DUPEUX, Georges, « L'immigration en France de la fin du XVIII^e siècle à nos jours », dans Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales, *Les Migrations internationales de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, CNRS, 1980, p. 161-174.
- FAIDUTTI-RUDOLPH, Anne-Marie, « L'évolution de l'immigration en France de 1946 à 1960 », *Information géographique*, vol. 26, n° 4, 1962, p. 152-160.
- FLEURANCE, Simone, « L'émigration française à l'étranger : tendances actuelles », *Population*, vol. 3, n° 3, 1948, p. 561-563.
- FORCADE, Olivier, *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2008, 702 p.
- GEORGE, Pierre, *Les Migrations internationales*, Paris, PUF, 1976, 231 p.
- GREEN, Nancy L., « Les Juifs étrangers à Paris », dans KASPI, André et MARÈS, Antoine (dir.), *Le Paris des étrangers depuis un siècle*, actes du colloque de Paris, 14 mai 1987, Paris, Impr. nationale, 1989, p. 105-118.
- HEISCH, Robert, « L'évolution des salaires de 1949 à 1951 », *Journal de la Société statistique de Paris*, n° 93, 1952, p. 286-304.
- LACHAISE, Bernard, *Yvon Delbos. Biographie, 1885-1956*, Périgueux, Fanlac, 1993, 362 p.
- LALOUM, Jean, « L'assistance sociale auprès des populations juives parisiennes au temps de l'Occupation », dans ZYTNIKI, Colette (dir.), *Terre d'exil, terre d'asile. Migrations juives en France aux XIX^e et XX^e siècles*, actes du colloque de Paris, le 28 octobre 2009, Paris, Éclat, coll. « Bibliothèque de Fondations », 2010, p. 49-67.

- LE LIEPVRE, Thérèse et BOUSQUET, Marie-Hélène de, « Étude de 4 000 dossiers du Service social d'aide aux émigrants », dans GIRARD, Alain et STOETZEL, Jean (dir.), *Français et immigrés*, t. II, *Nouveaux documents sur l'adaptation. Algériens, Italiens, Polonais. Le Service social d'aide aux émigrants*, Paris, PUF/Ined, coll. « Travaux et documents », 1954, p. 217-276.
- MILZA, Pierre, « Un siècle d'immigration étrangère en France », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 7, 1985, p. 3-18.
- NOIRIEL, Gérard, *Le Creuset français. Histoire de l'immigration (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Le Seuil, 1988, 441 p.
- , *Population, immigration et identité nationale en France (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Hachette, 1992, 190 p.
- , *Atlas de l'immigration en France*, Paris, Autrement, 2002, 64 p.
- RIOUX, Jean-Pierre, *La France de la Quatrième République*, t. I, *L'Ardeur et la Nécessité (1944-1952)*, Paris, Le Seuil, 1980, 315 p.
- RYGIEL, Philippe, *Destins immigrés. Cher, 1920-1980. Trajectoire d'immigrés d'Europe*, Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 2001, 447 p.
- SCHOR, Ralph, *Français et immigrés en temps de crise (1930-1980)*, Paris, L'Harmattan, 2004, 243 p.
- SĘKOWSKI, Paweł, « Narodziny i pierwsze lata polityki imigracyjnej Francji (1945-1952) » [La naissance et les premières années de la politique d'immigration en France, 1945-1952], *Bezpieczeństwo. Teoria i Praktyka*, n° 1, 2016, p. 183-198.
- , « Activity of the international community in Europe after the Second World War within the scope of the International Refugee Organisation as a model of the aid action towards refugees », *Securitologia*, n° 1, 2017, p. 119-139.
- SPIRE, Alexis, *Étrangers à la carte. L'administration de l'immigration en France (1945-1975)*, Paris, Grasset, 2005, 402 p.
- STORA Benjamin et TEMIME, Émile (dir.), *Immigrances. L'immigration en France au XX^e siècle*, Paris, Hachette, 2007, 382 p.
- TAPINOS, Georges, *L'Immigration étrangère en France (1946-1973)*, Paris, PUF/Ined, 1975, 154 p.
- TRIPPIER, Maryse, *L'Immigration dans la classe ouvrière en France*, Paris, CIEMI/L'Harmattan, 1990, 332 p.
- VIET, Vincent, *Histoire des Français venus d'ailleurs de 1850 à nos jours*, Paris, Perrin, 2004, 375 p.
- VINCENT, Paul, « Conséquences de six années de guerre sur la population française », *Population*, vol. 1, n° 3, 1946, p. 429-440.
- WEIL Patrick, *La France et ses étrangers. L'aventure d'une politique de l'immigration de 1938 à nos jours*, Paris, Gallimard, 2^e éd., 2004, 579 p.
- , *Liberté, égalité, discriminations*, Paris, Gallimard, 2008, 234 p.
- WIEVIORKA, Annette, *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli*, Paris, Plon, 1992, 506 p.

Relations politiques franco-polonaises

- BORODZIEJ, Włodzimierz, « Rozmowy polsko-francuskie, 1945-1947. Zapomniany epizod z historii dyplomacji » [Les négociations entre la France et la Pologne dans les années 1945-1947 : épisode oublié de l'histoire de la guerre froide], *Kwartalnik Historyczny*, vol. 93, n° 1, 1986, p. 73-109.
- GIRZYŃSKI, Zbigniew, *Polska – Francja, 1945-1950* [Pologne – France, 1945-1950], Toruń, Mado, 2005, 383 p.
- JAROSZ, Dariusz et PASZTOR, Maria, « Kolonie letnie dla dzieci polonii francuskiej w latach 1948-1955 (organizacja, przebieg, skutki) » [Les colonies de vacances pour les enfants d'émigrés polonais en France dans les années 1948-1955 (l'organisation, le déroulement, les résultats)], dans PARAFIANOWICZ, Halina (dir.), *Polska w Europie i świecie w XX stuleciu : prace ofiarowane Panu Profesorowi Marianowi Leczykowi w 75-lecie urodzin* [La Pologne en Europe et dans le monde au XX^e siècle. Travaux offerts au professeur Marian Leczyk à l'occasion de son 75^e anniversaire], Białystok, Wydział Historyczno-Socjologiczny Uniwersytetu w Białymstoku [faculté d'histoire et de sociologie de l'université de Białystok], 2001, p. 419-437 (voir aussi l'article en français : « Les colonies de vacances pour les enfants d'émigrés polonais en France : un problème épineux dans les relations polono-françaises, 1948-1955 », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 116, n° 1, 2002, p. 3-25).
- , *Conflits brûlants de la guerre froide. Les relations franco-polonaises de 1945 à 1954*, Panazol, Lavauzelle, 2005, 384 p.
- , *Stosunki polsko-francuskie, 1944-1980* [Les Relations polono-françaises, 1944-1980], Warszawa, PISM [Institut polonais des Affaires internationales], 2008, 482 p.
- KAMIŃSKI, Marek K., « Stanowisko brytyjskie wobec prób zbliżenia między rządem w Warszawie a władzami francuskimi, 1946-1947 » [L'attitude britannique envers les tentatives du rapprochement entre le gouvernement de Varsovie et les autorités françaises, 1946-1947], *Kwartalnik Historyczny*, vol. 94, n° 4, 1987, p. 95-110.
- LAFOREST, Christophe, « Arrière-pensées et illusions. Les tentatives de renouvellement de l'alliance franco-polonaise, 1945-1947 », *Revue des études slaves*, vol. 71, n° 2, 1999, p. 263-278.
- PONTY, Janine, « Dans quelle mesure la Pologne s'éloigne-t-elle de l'Europe entre 1945 et 1949 ? », dans DAVION, Isabelle, KŁOCZOWSKI, Jerzy et SOUTOU, Georges-Henri (dir.), *La Pologne et l'Europe. Du partage à l'élargissement (XVIII^e-XX^e siècles)*, actes du colloque de Paris, 14-16 octobre 2004, Paris, PUPS, 2007, p. 235-248.
- ROJEK, Wojciech, « Schyłek misji ambasadora Kajetana Dzierżykrajca-Morawskiego we Francji, grudzień 1944-lipiec 1945 » [Le déclin de la mission de l'ambassadeur Kajetan Morawski en France, décembre 1944-juillet 1945], *Teki Historyczne* (Londres), n° 20, 1993, p. 376-397.
- , « Les rapports entre le gouvernement polonais de Londres et le général de Gaulle, juin 1940-juin 1945 », dans DRWĘSKI, Bruno (dir.), *L'Impact de la seconde guerre mondiale sur les relations franco-polonaises*, Paris, Inalcol/Cahiers du Centre d'étude de l'Europe médiane, n° 11, « Studia Gallo-Polonica », 2000, p. 51-65.

- SĘKOWSKI, Paweł, « Attitude des autorités françaises envers les représentants du gouvernement polonais en exil à la veille de la guerre froide, 1944-1949 », *Annales. Centre scientifique de l'Académie polonaise des sciences à Paris*, n° 14, 2012, p. 392-404.
- , « Działalność przedstawicieli dyplomatycznych i konsularnych władz warszawskich Rzeczypospolitej Polskiej we Francji w latach 1944-1947 » [L'activité des représentants diplomatiques et consulaires des autorités varsoviennes de la république de Pologne en France dans les années 1944-1947], *Dzieje Najnowsze*, vol. 44, n° 3, 2012, p. 93-107.
- SOUTOU, Georges-Henri, « La place de la Pologne dans la politique extérieure française pendant la guerre froide », dans DAVION, Isabelle, KŁOCZOWSKI, Jerzy et SOUTOU, Georges-Henri (dir.), *La Pologne et l'Europe. Du partage à l'élargissement (XVIII^e-XX^e siècles)*, actes du colloque de Paris, 14-16 octobre 2004, Paris, PUPS, 2007, p. 249-274.
- ZAHORSKI, Witold, « Les socialistes français et la république populaire de Pologne. De la méfiance mutuelle à la fin des années 70 », *Prace Historyczne*, vol. 142, n° 4, « Polska – Francja – Europa w XX wieku. Szkice z historii Polski, Francji i stosunków polsko francuskich / Pologne, France, Europe au XX^e siècle. Esquisses de l'histoire de la Pologne, de la France et des relations polono-françaises », dir. Paweł Sekowski, 2015, p. 699-712.
- ZAKS, Zofia, « Rząd francuski wobec Polskiego Komitetu Wyzwolenia Narodowego i Rządu Tymczasowego RP, lipiec 1944-sierpień 1945 » [Le gouvernement français envers le Comité polonais de libération nationale et le gouvernement provisoire de la république de Pologne, juillet 1944-août 1945], *Polska 1944/45-1989: Studia i materiały*, n° 1, 1995, p. 63-90.

Immigration polonaise

- ALBIN, Janusz, « La communauté polonaise en France et l'État polonais entre 1920 et 1939 », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 41-55.
- ANDRZEJEWSKI, Julian, « Z działalności komunistów polskich we Francji: przyczynek do dziejów PPR we Francji » [De l'activité des communistes polonais en France : contribution à l'histoire du PPR en France], *Nowe Drogi*, n° 2, 1962, p. 39-55.
- BANASZAK, Marian, *Dar Boży dla Kościoła i Polski. Polskie Seminarium Duchowne w Paryżu, 1945-1995* [Un cadeau divin pour l'Église et pour la Pologne. Le Séminaire polonais de Paris, 1945-1995], Paris/Poznań, Papieski Wydział Teologiczny, 1995, 349 p.
- BOBIŃSKA, Celina et GALOS, Adam, « Poland: Land of Mass Emigration, ninth and twentieth Centuries », dans Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales, *Les Migrations internationales de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, CNRS, 1980, p. 467-502.

- BRZOZA, Czesław, « *Żołnierze Polskich Sił Zbrojnych w oddziałach wartowniczych przy armii amerykańskiej we Francji, 1946-1947* » [Les soldats des Forces armées polonaises dans les compagnies de sentinelles de l'armée américaine en France, 1946-1947], dans DMOWSKI, Rafał, GMITRUK, Janusz, KORNEĆ, Grażyna et WŁODARKIEWICZ, Wojciech (dir.), *Wojsko i kultura w dziejach Polski i Europy. Księga jubileuszowa profesora Piotra Matusaka w 65 rocznicę urodzin* [L'Armée et la culture dans l'histoire de la Pologne et de l'Europe. Mémoires en hommage du professeur Piotr Matusak à l'occasion de son 65^e anniversaire], Warszawa/Siedlce, MHPRL/Sprint, 2006, p. 491-504.
- BUCZEK, Roman, « *Udział Polskiej Organizacji Walki o Niepodległość (POWN) we francuskim ruchu oporu w latach 1941-1945* » [L'apport de l'Organisation polonaise de lutte pour l'indépendance (POWN) à la Résistance française dans les années 1941-1945], *Zeszyty Historyczne* (Paris), n° 38, 1976, p. 59-93.
- COOPER-RICHET, Diana, « *Les mineurs polonais dans l'histoire de la France du xx^e siècle : jalons, originalités, figures* », *Synergies Pologne. Revue du Gerflint*, numéro spécial, 2011, p. 45-55.
- DELAPERRIÈRE, Maria, « *Zygmunt Lubicz Zaleski (1882-1967), médiateur entre deux cultures* », *Synergies Pologne. Revue du Gerflint*, numéro spécial, 2011, p. 63-70.
- DUFOIX, Stéphane, *Politiques d'exil. Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945*, Paris, PUF, 2002, 320 p.
- DZWONKOWSKI, Roman, « *Przemiany polskiej parafii w północnej Francji, 1922-1972. Studium historyczno-socjologiczne parafii w Oignies* » [Les transformations d'une paroisse polonaise dans le Nord de la France, 1922-1972. Étude historique et sociologique de la paroisse d'Oignies], *Studia Polonijne*, n° 1, 1976, p. 17-83.
- , « *Status prawny Polonii Francuskiej* » [Le statut juridique de la Polonia de France], *Przegląd Zachodni*, vol. 35, n° 2, 1979, p. 112-120.
- , « *Geneza i rola przywódczej grupy społecznej w historii polskiej emigracji zarobkowej we Francji, 1920-1945* » [La genèse et le rôle du groupe social meneur dans l'histoire de l'émigration économique polonaise en France, 1920-1945], *Przegląd Polonijny*, n° 3, 1979, p. 69-82.
- , « *Przywódcza grupa społeczna w historii polskiej emigracji zarobkowej we Francji, 1920-1980* » [La question du commandement social dans l'histoire de l'émigration polonaise en France, 1920-1980], *Studia Polonijne*, n° 5, 1983, p. 67-77.
- , « *Szkolnictwo polonijne we Francji po drugiej wojnie światowej* » [L'enseignement polonais en France après la seconde guerre mondiale], *Studia Polonijne*, n° 7, 1983, p. 183-205.
- , « *La presse catholique polonaise en France dans les années 1923-1983* », dans BEAUVOIS, Daniel (dir.), *La Presse polonaise en France (1918-1984)*, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3) / *Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 4, 1988, p. 61-86.
- , « *La vie religieuse dans les milieux ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale* », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France*

- après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 17-33.
- , « Polska Misja Katolicka w Paryżu i Ambasada „Warszawska“, 1945-1947. Konflikt ideologiczny i polityczny » [La Mission catholique polonaise à Paris et l'ambassade dite « varsoviennne », 1945-1947. Un conflit idéologique et politique], dans SUDZIŃSKI, Ryszard (dir.), *Emigracja polska wobec problemów przebudowy i sowietyzacji kraju po drugiej wojnie światowej* [L'Émigration polonaise face aux problèmes de la reconstruction et de la soviétisation du pays après la seconde guerre mondiale], Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2007, p. 151-172.
- DZWONKOWSKI, Roman et ŚLADKOWSKI, Wiesław, « Polonia francuska » [La Polonia de France], dans SZYDŁOWSKA-CEGŁOWA, Barbara (dir.), *Polonia w Europie* [La Polonia en Europe], Poznań, Zakład Badań Narodowościowych PAN [Unité des recherches ethniques de l'Académie polonaise des sciences], 1992, p. 365-410.
- FALEŃCZYK, Marian, « L'Église polonaise en exil en France après la seconde guerre mondiale », dans JAKUBOSZCZAK, Agnieszka et TOLLET, Daniel (dir.), « *Toute la France est polonaise!* » *La présence polonaise en France aux XIX^e et XX^e siècles*, actes du colloque de Paris, novembre 2004, Paris/Poznań, Wydawnictwo Poznańskie, 2007, p. 255-266.
- FREY, Yves, *Polonais d'Alsace. Pratiques patronales et mineurs polonais dans le bassin potassique de Haute-Alsace, 1918-1948*, Besançon, Presses universitaires franco-comtoises, 2003, 598 p.
- FRISZKE, Andrzej, *Życie polityczne emigracji* [La Vie politique de l'émigration], Warszawa, Biblioteka *Więzi* [Bibliothèque de la revue *Więź*], 1999, 512 p.
- GARÇON, Gabriel, « Le *Młode serce* – journal de l'association de la jeunesse catholique polonaise KSMP en France, 1946-1953 », dans BEAUVOIS, Daniel (dir.), *La Presse polonaise en France (1918-1984)*, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 4, 1988, p. 193-205.
- , « Les relations entre l'Union des associations catholiques polonaises et l'Union centrale des Polonais, 1945-1949 », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 35-47.
- , « La jeunesse polonaise et les organisations catholiques polonaises en France », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 125-141.
- , *Les Catholiques polonais en France. Les années de fondation (1919-1949)*, Lille, Rayonnement culturel polonais, 2004, 499 p.
- GIRARD, Alain, « Les Polonais dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais », dans GIRARD, Alain et STOETZEL, Jean (dir.), *Français et immigrés*, t. II, *Nouveaux*

documents sur l'adaptation. Algériens, Italiens, Polonais. Le Service social d'aide aux émigrants, Paris, PUF/Ined, coll. « Travaux et documents », 1954, p. 183-214.

GIRARD, Alain et STOETZEL, Jean, *Français et immigrés*, t. I, *L'Attitude française. L'adaptation des Italiens et des Polonais*, Paris, PUF/Ined, 1953, 532 p.

GIRZYŃSKI, Zbigniew, « Inne spojrzenie na Kraj. Tygodnik „Sztandar Polski” jako próba alternatywnego prezentowania spraw polskich na emigracji we Francji w latach 1945-1946 » [Une autre vue sur le pays. L'hebdomadaire *Sztandar Polski* comme une épreuve à la représentation alternative des affaires polonaises à l'émigration en France dans les années 1945-1946], dans SUDZIŃSKI, Ryszard (dir.), *Emigracja polska wobec problemów przebudowy i sowietyzacji kraju po drugiej wojnie światowej* [L'Émigration polonaise face aux problèmes de la reconstruction et de la soviétisation du pays après la seconde guerre mondiale], Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2007, p. 173-186.

GMURCZYK-WROŃSKA, Małgorzata, *Polacy we Francji w latach 1871-1914: społeczność polska i jej podstawy materialne* [Les Polonais en France dans les années 1871-1914: la communauté polonaise et ses fondements matériels], Warszawa, Neriton, 1996, 296 p.

GOGOLEWSKI, Edmond, « La vie associative des Polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans JECHOVÁ, Hana et WŁODARCZYK, Hélène (dir.), *Les Effets de l'émigration et l'exil dans les cultures tchèque et polonaise*, actes du colloque de Paris, 5-7 décembre 1985, Paris, PUPS, 1987, p. 25-48.

—, « Le *Kupiec Polski*, organe des commerçants et artisans polonais en France, 1934-1969 », dans BEAUVOIS, Daniel (dir.), *La Presse polonaise en France (1918-1984)*, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 4, 1988, p. 115-140.

—, « Powrót do Polski robotników polskich z Francji » [Le retour en Pologne des ouvriers polonais de France], *Przegląd Polonijny*, n° 4, 1990, p. 29-47.

—, « L'enseignement élémentaire du polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 175-195.

—, *La Langue polonaise dans l'enseignement élémentaire et secondaire en France (1833-1990)*, Villeneuve d'Ascq, Centre d'étude de la culture polonaise de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1994, 340 p. (version polonaise: *Szkolnictwo polskie we Francji, 1833-1990*, trad. Stefan Kaufman et Justyna Łukaszewicz, Wrocław, Towarzystwo Przyjaciół Polonistyki Wrocławskiej, 1998, 249 p.).

—, *La Pologne et les Polonais dans la tourmente de la deuxième guerre mondiale*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 1996, 271 p.

GRONOWSKI, Ludwik, *Polacy we francuskim ruchu oporu* [Les Polonais dans la Résistance française], Warszawa, Prasa Wojskowa, 1950, 52 p.

GRUSZYŃSKI, Jan, *La Communauté polonaise en France de 1919 à 1975. Problèmes de l'intégration de trois générations*, thèse de doctorat en sociologie, sous la dir. d'Alain

- Girard, université Paris V-Descartes, 1977, 559 p. (version polonaise imprimée: *Spoleczność polska we Francji (1918-1978). Problemy integracyjne trzech pokoleń*, Warszawa, PWN, 1981, 316 p.).
- , « Integracja religijna Polaków we Francji » [L'intégration religieuse des Polonais en France], *Studia Polonijne*, n° 4, 1981, p. 160-176.
- HABIELSKI, Rafał, *Życie społeczne i kulturalne emigracji* [La Vie sociale et culturelle de l'émigration], Warszawa, Biblioteka *Więzi* [Bibliothèque de la revue *Więź*], 1999, 408 p.
- HŁADKIEWICZ, Wiesław, « La jeunesse polonaise en France dans le courant des orientations politiques et des influences de l'enseignement de 1944 à 1948 », dans GOGOLEWSKI Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 193-202.
- L'HÔPITALIER, capitaine, *Dzieje Armii Polskiej we Francji, 1939-1945* [L'Armée polonaise en France, 1939-1945], Paris, Montbrun, 1950, 225 p. (ouvrage bilingue en polonais et en français).
- JANOWSKA, Halina, *Polska emigracja zarobkowa we Francji, 1919-1939* [L'Émigration économique polonaise en France, 1919-1939], Warszawa, Książka i Wiedza, 1964, 320 p.
- , « Dwie reemigracje Polaków z Francji » [Les deux rapatriements des Polonais de France], *Problemy Polonii Zagranicznej*, n° 4, 1964-1965, p. 7-26.
- , « An Introductory Outline of the Mass Polish Emigrations, their Directions and Problems, 1870-1945 », dans BOBIŃSKA, Celina et PILCH, Andrzej (dir.), *Employment-seeking Emigrations of the Poles Worldwide, XIX and XX c.*, trad. Danuta E. Żukowska, Warszawa/Kraków, PWN, 1975, p. 121-143.
- , « Polscy imigranci w Lotaryngii, 1919-1939 » [Les immigrés polonais en Lorraine, 1919-1939], *Przegląd Polonijny*, n° 3, 1996, p. 73-82.
- JAROS, Stanisław, « Reemigracja Polaków z Francji w latach 1946-1948 » [Le rapatriement des Polonais de France dans les années 1946-1948], *Problemy Polonii Zagranicznej*, n° 6-7, 1971, p. 61-95.
- JERECZEK, Jean-Pierre, « Rôle du syndicalisme dans l'intégration des ouvriers polonais », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 223-231.
- JUCHNIEWICZ, Mieczysław, *Polacy w europejskim ruchu oporu, 1939-1945* [Les Polonais dans la Résistance en Europe, 1939-1945], Warszawa, Interpress, 1972, 178 p.
- JUIF, Catherine, *Les Polonais de Saône-et-Loire. Intégration sociale, assimilation (1939-1980)*, thèse de doctorat en histoire, sous la dir. d'Yves Lequin, université Lumière-Lyon II, 1994, 555 p., cote BnF: microfiche M-33000.

- KALINOWSKI, Piotr, *Au service de la Pologne et de la France. L'émigration polonaise en France, 1939-1945*, trad. Michel Lisowski, Paris, Société historique et littéraire polonaise, 2^e éd., 1995, 63 p. (version polonaise : *Emigracja polska we Francji w służbie Polski i Francji, 1939-1945*, Paris, Księgarnia Polska [Librairie polonaise], 1970, 71 p.).
- KERSTEN, Krystyna, *Repatriacja ludności polskiej po II wojnie światowej: studium historyczne* [Le Rapatriement de la population polonaise après la seconde guerre mondiale : une étude historique], Wrocław/Warszawa/Kraków/Gdańsk, Ossolineum, 1974, 279 p.
- KLECHTA, Jerzy, *Najstarsza w świecie: Polska Misja Katolicka we Francji, 1836-2006* [La Plus Vieille au monde. La Mission catholique polonaise en France, 1836-2006], Paris, Polska Misja Katolicka we Francji [Mission catholique polonaise en France], 2006 (2^e éd.), 272 p.
- KMIECIAK, Jacques, « La protection des Polonais en zone interdite », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 77-91.
- KOPKA, Bogusław et TARCZYŃSKI, Jan (dir.), *Błękitna Armia i jej dowódca gen. Józef Haller* [L'Armée bleue et son commandant le gén. Józef Haller], actes du colloque de Varsovie, 4 et 5 octobre 2017, Warszawa, Wojskowe Centrum Edukacji Obywatelskiej im. płk. dypl. Mariana Porwita, 2017, 263 p.
- KOSTRUBIEC, Benjamin, « Évolution de la structure de la population active polonaise du Nord/Pas-de-Calais. Étude par zone d'emploi », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 221-236.
- LAURENT, Maryla, « L'abandon de la polonité, un acte volontaire ou une attitude induite ? », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 115-137.
- LERSKI, Jerzy, « Polacy z „Nordu” » [Les Polonais du Nord], *Kultura* (Paris), n° 1, 1949, p. 14-31.
- ŁAPTOS, Józef, *Humanitaryzm i polityka. Pomoc UNRRA dla Polski i polskich uchodźców w latach 1944-1947* [L'Humanitarisme et la politique. L'aide de l'UNRRA pour la Pologne et les réfugiés polonais dans les années 1944-1947], Kraków, Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Pedagogicznego w Krakowie [Presses de l'Université Pédagogique de Cracovie], 2018, 511 p.
- , « Polityczne implikacje działalności humanitarnej UNRRA wobec środkowoeuropejskich “displaced persons”, 1945-1947 » [Les implications politiques de l'activité humanitaire de l'UNRRA envers les personnes déplacées de l'Europe centrale], *Prace Komisji Środkowoeuropejskiej*, vol. 5, 1997, p. 141-159.

- , « La situation et le rôle de l'émigration polonaise en France à l'époque de la guerre froide, 1944-1956 », dans MICHEL, Bernard et ŁAPTOS, Józef (dir.), *Les Relations entre la France et la Pologne au XX^e siècle*, actes du colloque de Paris, 30 et 31 mars 2001, Kraków, Eventus, 2002, p. 181-204.
- , « La "Kultura" dite parisienne et l'émigration polonaise en France », dans JAKUBOSZCZAK, Agnieszka et TOLLET, Daniel (dir.), « Toute la France est polonaise ! » La présence polonaise en France aux XIX^e et XX^e siècles, actes du colloque de Paris, novembre 2004, Paris/Poznań, Wydawnictwo Poznańskie, 2007, p. 241-253.
- , « UNRRA, IRO i władze francuskie wobec zjawiska przeobrażania się polskich dipisów w uchodźców politycznych (1944-1950) » [L'UNRRA, l'OIR et les autorités françaises envers le phénomène de la transformation des déplacés polonais en réfugiés politiques, 1944-1950], *Prace Historyczne*, vol. 142, n° 4, « Polska – Francja – Europa w XX wieku. Szkice z historii Polski, Francji i stosunków polsko francuskich / Pologne, France, Europe au XX^e siècle. Esquisses de l'histoire de la Pologne, de la France et des relations polono-françaises », dir. Paweł Sekowski, 2015, p. 683-697.
- ŁEPKOWSKI, Tadeusz, *Wolna szkoła polska w okupowanej Francji. Historia Gimnazjum i Liceum im. Cypriana Norwida w Villard-de-Lans, 1940-1946* [Une école libre polonaise en France occupée. L'histoire du gymnase et lycée polonais Cyprien-Norwid à Villard-de-Lans, 1940-1946], Warszawa, PWN, 1990, 321 p.
- ŁUCZAK, Czesław, « Deportations of Polish Manpower to Hitler's Reich, 1939-1945 », dans BOBIŃSKA, Celina et PILCH, Andrzej (dir.), *Employment-seeking Emigrations of the Poles Worldwide, XIX and XX c.*, trad. Danuta E. Żukowska, Warszawa/Kraków, PWN, 1975, p. 177-194.
- , « Przemieszczenia ludności z Polski podczas drugiej wojny światowej » [*Les déplacements de population de Pologne pendant la deuxième guerre mondiale*], dans PILCH, Andrzej (dir.), *Emigracja z ziem polskich w czasach nowożytnych i najnowszych, XVIII-XX w.* [L'Émigration du sol polonais aux temps modernes et contemporains, XVIII^e-XX^e siècles], Warszawa, PWN, 1984, p. 451-483.
- , *Polacy w okupowanych Niemczech, 1945-1949* [Les Polonais en Allemagne occupée, 1945-1949], Poznań, Pracownia Serwisu Oprogramowania, 1993, 261 p.
- ŁUKASIEWICZ, Sławomir, « Jerzy Jankowski et les fédéralistes polonais en France », dans MARÈS, Antoine, PRAŻUCH, Wojciech et KAWKA, Inga (dir.), *Les Exilés polonais en France et la réorganisation pacifique de l'Europe (1940-1989)*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2017, p. 119-145.
- MAJ, Kazimiera, *Polscy komuniści we Francji, 1919-1946* [Les Communistes polonais en France, 1919-1946], Warszawa, Książka i Wiedza, 1971, 345 p.
- MARKIEWICZ, Władysław, *Przeobrażenia świadomości narodowej reemigrantów polskich z Francji* [Les Modifications de la conscience nationale chez les rapatriés polonais de France], Poznań, Wydawnictwo Poznańskie, 1960, 252 p.
- MICHEL, Joël, « La seconde guerre mondiale et l'évolution de la communauté polonaise du Nord de la France », *Revue du Nord*, vol. 57, n° 226, « La libération du Nord et du Pas-de-Calais, 1944-1947. La communauté polonaise [du Nord de la France]

- et la seconde guerre mondiale », actes du colloque de Lille, 2 et 3 novembre 1974, juillet-septembre 1975, p. 403-420 (version polonaise : « II wojna światowa a przemiany społeczności polskiego pochodzenia zamieszkałej na terytorium północnej Francji », dans KUBIAK, Hieronim et PILCH, Andrzej [dir.], *Stan i potrzeby badań nad zbiorowościami polonijnymi* [L'État des connaissances et besoins de la recherche sur les communautés polonaises à l'étranger], actes du colloque de Cracovie, 30 août-5 septembre 1975, Wrocław/Warszawa/Kraków/Gdańsk, Ossolineum-PAN, 1976, p. 578-597).
- MIHOUT, Mylène, « L'engagement syndical, frein ou moteur à l'intégration de l'immigration ouvrière polonaise en France? », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 233-257.
- NISIOBĘCKA, Aneta, *Reemigracja Polaków z Francji oraz ich adaptacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1950* [Le Rapatriement des Polonais de France et leur adaptation en Pologne populaire dans les années 1945-1950], thèse de doctorat en sciences politiques, sous la dir. de Maria Pasztor, université de Varsovie, 2015, 385 p.
- NOSSOWSKA, Małgorzata, *O Francuzce, która pokochała Polskę: Rosa Bailly i stowarzyszenie Les Amis de la Pologne* [À propos une Française qui est tombée amoureuse de la Pologne : Rosa Bailly et l'association Les Amis de la Pologne], Lublin, Wydawnictwo UMCS [Presses universitaires de l'université Marie - Curie-Skłodowska de Lublin], 2012, 452 p.
- NOWAKOWSKA-WIERZCHOŚ, Anna, « „Praca polityczna” Polskiej Partii Robotniczej – oddział we Francji w środowisku polskich emigrantek w 1946 r. » [Le « travail politique » de la section française du Parti ouvrier polonais parmi les femmes immigrées polonaises en 1946], *Teki Archiwalne*, n° 11, 2011, p. 301-319.
- , « *Konopniczanki* » – *Związek Kobiet Polskich we Francji im. Marii Konopnickiej w latach 1944-1950* [« Konopniczanki ». L'Union de femmes polonaises en France « Maria Konopnicka » dans les années 1944-1950], thèse de doctorat en histoire, sous la dir. de Małgorzata Gmurczyk-Wrońska, Institut d'histoire de l'Académie polonaise des sciences, Varsovie, 2014, 254 p.
- NOWAKOWSKI, Stefan, « Przeobrażenia społeczne i adaptacja reemigrantów w Polsce » [Les transformations sociales et l'adaptation des rapatriés en Pologne], *Mysł Współczesna*, n° 7, 1950, p. 62-86.
- PACHOWICZ, Anna, *Towarzystwo Opieki nad Polakami we Francji, 1941-1944* [Groupement d'assistance aux Polonais en France, 1941-1944], Toruń, Oficyna Wydawnicza Kucharski, 2013, 493 p.
- PACZKOWSKI, Andrzej, *Prasa i społeczność polska we Francji, 1920-1940* [La Presse et la population polonaise en France, 1920-1940], Wrocław/Warszawa/Kraków, Ossolineum/Komitet Badania Polonii PAN [Bibliothèque sur les Polonais de l'étranger. Comité des recherches sur les Polonais de l'étranger de l'Académie polonaise des sciences], 1979, 243 p. (version française raccourcie : « La Presse des

émigrés polonais en France, 1920-1940 », *Revue du Nord*, vol. 60, n° 236, janvier-mars 1978, p. 151-162).

PETERSEN, Nicolas, « Emigracja polska we Francji » [L'Émigration polonaise en France], *Kultura* (Paris), n° 1-2, 1971, p. 151-164.

PIECZYŃSKI, Przemysław, « Les voyages de la jeunesse d'origine polonaise de France en Pologne dans les années 1945-1991 », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 217-222.

POIGNANT, Raymond, « Étude sur l'assimilation de l'immigration polonaise dans le Pas-de-Calais », *Population*, vol. 4, n° 1, 1949, p. 157-162.

PONTY, Janine, « Społeczność polska w Sallaumines (Pas-de-Calais, Francja) w latach 1922-1946: studium demograficzne » [La communauté polonaise à Sallaumines (Pas-de-Calais, France) dans les années 1922-1946: étude démographique], *Polska klasa robotnicza: studia historyczne* [La Classe ouvrière polonaise. Études historiques], t. VIII, 1978, p. 361-395.

—, « Une intégration difficile : les Polonais en France dans le premier vingtième siècle », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 7, 1985, p. 51-58.

—, « Le problème des naturalisations », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3) / *Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 99-113.

—, « Conclusions », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3) / *Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 237-238.

—, *Les Polonais du Nord ou la Mémoire des corons*, Paris, Autrement, 1995, 128 p.

—, « Les rapatriements d'ouvriers polonais, 1945-1948 », dans DRWĘSKI, Bruno (dir.), *L'Impact de la seconde guerre mondiale sur les relations franco-polonaises*, Paris, Inalco / *Cahiers du Centre d'étude de l'Europe médiane*, n° 11, « Studia Gallo-Polonica », 2000, p. 125-137.

—, « Un enjeu des relations franco-polonaises : l'immigration collective et le retour en Pologne, 1919-1948 », dans MICHEL, Bernard et ŁAPTOS, Józef (dir.), *Les Relations entre la France et la Pologne au XX^e siècle*, actes du colloque de Paris, 30 et 31 mars 2001, Kraków, Eventus, 2002, p. 95-105.

—, « Dépasser les stéréotypes : au sujet de l'immigration polonaise en France », dans DELAPERRIÈRE, Maria, DOBERSZYC, Joanna et DRWĘSKI, Bruno (dir.), *La France et la Pologne au-delà des stéréotypes*, actes du colloque de Paris, 6 décembre 2002, Paris, Centre d'étude de l'Europe médiane/Institut d'études slaves, 2004, p. 27-36.

—, *Polonais méconnus. Histoire des travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2005 (3^e éd.), 474 p.

- , *Les Polonais en France de Louis XV à nos jours*, Paris, Le Rocher, 2008, 204 p.
- PUDŁO, Kazimierz, « La réadaptation en Pologne des Polonais de France après la deuxième guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 203-216.
- ROLBIECKI, Waldemar, « Polska Stacja Naukowa w Paryżu w latach 1939-1978 » [Le Centre scientifique polonais de Paris dans les années 1939-1978], dans REDEROWA, Danuta, JACZEWSKI, Bohdan et ROLBIECKI, Waldemar, *Polska Stacja Naukowa w Paryżu w latach 1893-1978* [Le Centre scientifique polonais de Paris dans les années 1893-1978], Wrocław, Ossolineum, coll. « Monografie z dziejów nauki i techniki » [Monographies de l'histoire de la science et de la technique], 1982, p. 193-321.
- SALMON-SIAMA, Monika, « Chemins du destin de Wacław Jan Godlewski (1906-1996), messager du peuple franco-polonais », *Synergies Pologne. Revue du Gerflint*, numéro spécial, 2011, p. 71-80.
- SĘKOWSKI, Paweł, « Les Polonais d'Alsace et de Lorraine à travers la seconde guerre mondiale », dans LEMMES, Fabian, GROSSMANN, Johannes, WILLIAMS, Nicholas J., FORCADE, Olivier et HUDEMANN, Rainer (dir.), *Evakuierungen im Europa der Weltkriege – Les Évacuations dans l'Europe des guerres mondiales – Evacuations in World War Europe*, Berlin, Metropol, 2014, p. 189-205.
- , « Francja wobec polskich uchodźców wojennych i dipisów w pierwszych latach po drugiej wojnie światowej » [La France et les réfugiés et déplacés polonais dans l'immédiat après-guerre], *Dzieje Najnowsze*, vol. 46, n° 2, 2014, p. 71-83.
- , « Les Polonais dans la Résistance communiste en France », *Prace Historyczne*, vol. 142, n° 4, « Polska – Francja – Europa w xx wieku. Szkice z historii Polski, Francji i stosunków polsko francuskich / Pologne, France, Europe au xx^e siècle. Esquisses de l'histoire de la Pologne, de la France et des relations polono-françaises », dir. Paweł Sekowski, 2015, p. 671-682.
- SIKORA, Jan, *Ewolucja Polonii francuskiej. Obserwacje – hipotezy – refleksje* [L'Évolution de la Polonia de France. Observations – hypothèses – réflexions], Lublin, Polonia, 1988, 218 p.
- SIWIK, Anna, *Polska Partia Socjalistyczna na emigracji w latach 1945-1956* [Le Parti socialiste polonais en exil dans les années 1945-1956], Kraków, Księgarnia Akademicka, 1998, 260 p.
- , « Les socialistes polonais en France et l'idée de l'Europe », dans MARÈS, Antoine, PRAŻUCH, Wojciech et KAWKA, Inga (dir.), *Les Exilés polonais en France et la réorganisation pacifique de l'Europe (1940-1989)*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2017, p. 79-88.
- SKOWRONEK, Jerzy, *Cmentarz polski w Montmorency* [Le Cimetière polonais de Montmorency], éd. Alicja Bochenek, Marek Cichowski et Krzysztof Filipow, Warszawa, PIW, 1986, 303 p.

- SZCZERBIŃSKI, Marek et ZDANEWICZ, Krzysztof, « Les problèmes de l'émigration polonaise en France à travers la presse polonaise, entre 1944 et 1949 », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 139-158.
- SZULC, Joanna, *De l'émigration à la réémigration. Le retour des Polonais au pays de 1945 au début de la guerre froide*, thèse de doctorat en histoire, sous la dir. d'Olivier Dard, université de Lorraine, Metz, 2012, 494 p.
- SZULKIN, Michał, « Paryska „Niepodległość”, organ wychodźstwa polskiego we Francji, 1944-1945 » [*L'indépendance parisienne*, l'organe de presse de l'émigration polonaise en France, 1944-1945], *Rocznik Historii Czasopiśmiennictwa Polskiego*, vol. 14, n° 1, 1974, p. 73-84.
- ŚLADKOWSKI, Wiesław, *Emigracja polska we Francji, 1871-1918* [L'Émigration polonaise en France, 1871-1918], Lublin, Wydawnictwo Lubelskie, 1980, 373 p.
- , *Polacy we Francji* [Les Polonais en France], Lublin, Polonia, 1985, 224 p.
- , « Szkolnictwo polskiego nad Sekwaną wzloty i upadki » [Le développement et l'effondrement de l'enseignement polonais sur Seine], dans KOPRUKOWNIAK, Albin (dir.), *Szkolnictwo polonijne na świecie. Zarys syntezy* [L'Enseignement polonais dans le monde. Un essai de synthèse], Lublin, Wydawnictwo UMCS [Presses universitaires de l'université Marie - Curie-Skłodowska de Lublin], 1995, p. 150-173.
- TURAJCZYK, Leon, « Polonijne organizacje społeczno-polityczne we Francji i ich postawa wobec powrotu emigracji zarobkowej do kraju, 1945-1948 » [Les Organisations sociales et politiques polonaises en France et leur attitude envers le retour de l'émigration économique au pays, 1945-1948], *Materiały i Studia z najnowszej historii Polski*, n° 3, 1967, p. 45-62.
- , *Spółeczno-polityczne organizacje polskie we Francji, 1944-1948* [Les Organisations sociales et politiques polonaises en France, 1944-1948], Warszawa, Książka i Wiedza, 1978, 391 p.
- VALENTIN-STĄCZEK, Ewa, *Les Villardiens. Biographies. La création et vie du lycée polonais à Villard-de-Lans (1940-1946)*, trad. Marie-Irène Malewiak et Barbara Pawłowska, Wrocław, E. Valentin-Stączek, 2007, 565 p. (version polonaise: *Villardczycy: życiorysy. Powstanie i funkcjonowanie polskiego Liceum w Villard de Lans, 1940-1946*, Wrocław, Amia, 2003, 511 p.).
- VERU, Estelle, *L'Émigration polonaise à l'épreuve de la guerre froide (1944-1949)*, mémoire de maîtrise en histoire, Marie-Claude Blanc-Chaléard et Annie Fourcaut (dir.), université Paris I - Panthéon-Sorbonne, 2004, 239 p.
- WOLTMANN, Bernard, « Le sport dans les milieux ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 211-220.

- WRÓBEL, Janusz, « Działania Ministerstwa Bezpieczeństwa Publicznego przeciwko repatriantom z Zachodu w latach 1945-1953 » [Les activités du ministère de la Sécurité publique contre les personnes rapatriées de l'Ouest dans les années 1945-1953], dans TERLECKI, Ryszard (dir.), *Aparat bezpieczeństwa wobec emigracji politycznej i Polonii* [L'Appareil de sécurité envers l'émigration politique et la Polonia], Warszawa, IPN [Institut de la mémoire nationale], 2005, p. 185-240.
- ZAMOJSKI, Jan E., « La participation des Polonais à la Résistance dans le Pas-de-Calais et le Nord, 1940-1944 », *Revue du Nord*, vol. 57, n° 226, « La libération du Nord et du Pas-de-Calais, 1944-1947. La communauté polonaise [du Nord de la France] et la seconde guerre mondiale », actes du colloque de Lille, 2 et 3 novembre 1974, juillet-septembre 1975, p. 435-459.
- , *Polacy w ruchu oporu we Francji, 1940-1945* [Les Polonais dans la Résistance en France, 1940-1945], Wrocław, Ossolineum, 1975, 415 p.
- , « La présence polonaise en France dans les années de la seconde guerre mondiale », dans MICHEL, Bernard et ŁAPTOS, Józef (dir.), *Les Relations entre la France et la Pologne au XX^e siècle*, actes du colloque de Paris, 30 et 31 mars 2001, Kraków, Eventus, 2002, p. 128-158.
- ZBYSZEWSKI, Waclaw A., « Polonia francuska » [La Polonia de France], *Kultura* (Paris), n° 11, 1950, p. 109-117.
- ZGÓRNIAK, Marian, « La Résistance polonaise en France sous l'occupation hitlérienne, 1940-1944 », *Revue du Nord*, vol. 57, n° 226, « La libération du Nord et du Pas-de-Calais, 1944-1947. La communauté polonaise [du Nord de la France] et la seconde guerre mondiale », actes du colloque de Lille, 2 et 3 novembre 1974, juillet-septembre 1975, p. 461-474.
- ZIELIŃSKI, Henryk, « Le gouvernement polonais et le problème de l'émigration polonaise en France, 1944-1947 », *Revue du Nord*, vol. 57, n° 226, « La libération du Nord et du Pas-de-Calais, 1944-1947. La communauté polonaise [du Nord de la France] et la seconde guerre mondiale », actes du colloque de Lille, 2 et 3 novembre 1974, juillet-septembre 1975, p. 421-428 (version polonaise : « Rząd polski a problemy emigracji polskiej we Francji, 1944-1947 », *Przegląd Polonijny*, n° 2, 1975, p. 85-93).
- ŻARYN, Jan, « Stronictwo Narodowe na emigracji, 1945-1955. Zarys działalności » [Le Parti national polonais à l'émigration, 1945-1955. Une esquisse sur son activité], dans FRISZKE, Andrzej (dir.), *Warszawa nad Tamizą: Z dziejów polskiej emigracji politycznej po drugiej wojnie światowej* [Varsovie sur la Tamise. De l'histoire de l'émigration politique polonaise après la seconde guerre mondiale], Warszawa, ISP PAN [Institut d'études politiques de l'Académie polonaise des sciences], 1994, p. 61-92.

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1. Les départements comprenant le plus grand nombre d'étrangers et les nationalités dominantes, selon le recensement général de la population de 1946 ...	57
Tableau 2. Les départements comptant le plus d'étrangers, selon les renseignements du ministère de l'Intérieur au 31 décembre 1948.....	57
Tableau 3. La répartition de la main-d'œuvre dans les mines de houille et de lignite pour le 1 ^{er} trimestre 1946, selon le ministère de la Production industrielle ..	57
Tableau 4. Départements comptant le plus grand nombre de ressortissants polonais ..	62
Tableau 5. Répartition par sexe des principales populations étrangères en France, selon le recensement général de la population de 1946	63
Tableau 6. Répartition par sexe de la population polonaise dans les départements comptant le plus grand nombre de ressortissants polonais, selon le recensement général de la population de 1946.....	64
Tableau 7. Les Polonais sur le territoire français suivant l'année de leur entrée en France, selon le recensement des étrangers de 1945.....	65
Tableau 8. Répartition professionnelle de la population active polonaise dans la région Nord-Pas-de-Calais, selon le recensement général de la population de 1946.....	77
Tableau 9. Les Polonais dans les mines de houille et de lignite à la date du 31 mars 1946, selon le ministère de la Production industrielle.....	90
Tableau 10. L'acquisition de la nationalité française par les Polonais et par l'ensemble des étrangers.....	151
Tableau 11. Les mariages mixtes entre Français et Polonais dans l'immédiat après-guerre, d'après les statistiques du mouvement de la population de l'Insee....	156
Tableau 12. Le réseau consulaire polonais en France au 19 mai 1945	172
Tableau 13. Les postes de rassemblement (<i>stacje zborne</i>) et des camps de rassemblement (<i>obozy zborne</i>) des engagés volontaires de France et de Belgique pour des Forces armées polonaises	209
Tableau 14. Les lieux d'hébergement des Polonais désirant entrer au sein des bataillons polonais relevant du gouvernement provisoire de la république de Pologne à Lublin (à partir du 1 ^{er} février 1945 : à Varsovie), au 23 janvier 1945	216
Tableau 15. La démobilisation en Grande-Bretagne des engagés volontaires de l'armée de terre des Forces armées polonaises de l'Ouest issus de l'immigration polonaise en France en 1946.....	224

Tableau 16. Statistiques de l'enseignement primaire polonais et des maternelles polonaises, dits indépendants en France	262
Tableau 17. Les cours polonais en France durant l'année scolaire 1945-1946	264
Tableau 18. Les cours polonais en France durant l'année scolaire 1947-1948	268
Tableau 19. Évolution de la situation de l'Union centrale des Polonais en France dans l'immédiat après-guerre	317
Tableau I. Populations française et étrangère en France selon le département de domicile, d'après le recensement général de la population de 1946	373
Tableau II. Polonais en France au premier semestre de 1946, selon les renseignements de la direction générale de la Sûreté nationale et la direction des Renseignements généraux.....	376
Tableau III. Répartition des allocataires des aides de la section française de la Croix-Rouge polonaise, au 1 ^{er} mars 1945	378
Tableau IV. Les enfants polonais dans des écoles primaires publiques en France, selon les statistiques fournies par Georges Mauco.....	378

TABLE DES CARTES

Carte 1. Le peuplement de la France au lendemain de la seconde guerre mondiale, selon la population présente par département, d'après le recensement général du 10 mars 1946.....	56
Carte 2. La répartition des Polonais en France par département, selon le recensement général de la population de 1946.....	70
Carte 3. Le réseau consulaire de Pologne au mois de mai 1945.....	174

ABRÉVIATIONS

A MSZ	Archiwum Ministerstwa Spraw Zagranicznych RP, Warszawa (Archives du ministère des Affaires étrangères de Pologne, Varsovie)
A PPP	Archives de la préfecture de police de Paris
AAN	Archives des actes nouveaux, Varsovie (Archiwum Akt Nowych)
AD Nord	Archives départementales du Nord, Lille
AITPF	Association des ingénieurs et techniciens polonais en France
AN	Archives nationales de France, Pierrefitte-sur-Seine
ANMT	Archives nationales du monde du travail, Roubaix
BAP	Bureau d'administration des Polonais
BI	Brigade(s) internationale(s)
BnF	Bibliothèque nationale de France
BPP	Bibliothèque polonaise de Paris
CAD	Centre des archives diplomatiques, La Courneuve
CADI	Comité d'action et de défense des immigrés
CAEF	Centre des archives économiques et financières, Savigny-le-Temple
CCHF	Comité central des Houillères de France
CFTC	Confédération française de travailleurs chrétiens
CGT	Confédération générale du travail
CGT-FO	Confédération générale du travail – Force ouvrière
CGTU	Confédération générale du travail unitaire
CKS	Centralny Komitet Studiów (Comité central des études)
CKW	Centralny Komitet Walki (Comité central de lutte)
CNPF	Conseil national des Polonais de France (Rada Narodowa Polaków we Francji)
CNR	Conseil national de la Résistance
CPF	Congrès de la Polonia de France
CPLN	Comité polonais de libération nationale en France (Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego we Francji) / Comité polonais de libération nationale (Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego)
CRP	Croix-Rouge polonaise
CUDEF	Comité uni de défense des Juifs
CVR	Combattant volontaire de la Résistance
FEP	Federacja Emigrantów Polskich (Fédération des émigrés polonais en France)
FFI	Forces françaises de l'intérieur
FO	Force ouvrière

FPZOO	Federacja Polskich Związków Obrońców Ojczyzny (Fédération des unions des anciens combattants polonais en France)
FREP	Federacja Robotników i Emigrantów Polskich (Fédération des ouvriers et émigrés polonais en France)
FRP	Federacja Robotników Polskich (Fédération des ouvriers polonais en France)
FSJF	Fédération des sociétés juives de France
FTPF	Francs-tireurs et partisans français
FTP-MOI	Franc-tireurs et partisans – main-d’œuvre immigrée
GAPF	Groupement d’assistance aux Polonais en France
GIP	Groupement d’infanterie polonaise
GPRF	Gouvernement provisoire de la République française
GPUN	Gouvernement provisoire d’unité nationale
GUS	Główny Urząd Statystyczny (Office central de statistiques)
HBNPC	Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais
Ined	Institut national d’études démographiques
Insee	Institut national de la statistique et des études économiques
KTM	Komitet Towarzystw Miejsowych (Comité des associations locales)
MAE	ministère des Affaires étrangères
MOE	Main-d’œuvre émigrée
MOI	Main-d’œuvre immigrée
MPiOS	Ministerstwo Pracy i Opieki Społecznej (ministère du Travail et de la Protection sociale)
MPP	Milice patriotique polonaise
MSZ	Ministerstwo Spraw Zagranicznych (ministère des Affaires étrangères)
NiD	« Niepodległość i Demokracja » (« Indépendance et démocratie »)
OIR	Organisation internationale pour les réfugiés
OPO	Organizacja Pomocy Ojczyźnie (Organisation d’aide à la patrie)
PAN	Polska Akademia Nauk (Académie polonaise des sciences)
PAU	Polska Akademia Umiejętności (Académie polonaise des arts et sciences)
PCF	Parti communiste français
PDR	Prisonniers, déportés et réfugiés
PISM	Polish Institute and Sikorski Museum
PKO S.A.	Polska Kasa Opieki S.A. (Caisse polonaise d’assistance SA)
PMK	Polska Misja Katolicka we Francji (Mission catholique polonaise en France)
POSK	Polski Ośrodek Społeczno-Kulturalny (Polish Social and Cultural Association)
POWN	Polska Organizacja Walki o Niepodległość (Organisation polonaise de lutte pour l’indépendance)
PPR	Polska Partia Robotnicza (Parti ouvrier polonais)
PPS	Polska Partia Socjalistyczna (Parti socialiste polonais)
PPS-WRN	Polska Partia Socjalistyczna – Wolność – Równość – Niepodległość (Parti socialiste polonais – Liberté – Égalité – Indépendance)

PSL	Polskie Stronnictwo Ludowe (Parti paysan polonais)
PTPK	Polskie Towarzystwo Przyjaciół Książki w Paryżu (Société polonaise des amis du livre à Paris / Société des bibliophiles polonais de Paris)
PUR	Państwowy Urząd Repatriacyjny (Office national du rapatriement)
PWML	Polska Wojskowa Misja Likwidacyjna (Mission militaire polonaise de liquidation)
PZPN	Polski Związek Piłki Nożnej we Francji (Association polonaise de football en France)
RSFP	Relief Society for Poles
SFIO	Section française de l'internationale ouvrière
SHAEF	Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force
SHLP	Société historique et littéraire polonaise
SL	Stronnictwo Ludowe (Parti paysan)
SPK	Samopomoc byłych Kombatantów Polskich we Francji, puis Stowarzyszenie Polskich Kombatantów (Association d'entraide des anciens combattants polonais en France)
SPP	Studium Polski Podziemnej (Polish Underground Movement Study Trust)
SSAE	Service social d'aide aux émigrants
SSP	Société de secours aux Polonais
SUP	Sorbonne Université Presses
TUR	Towarzystwo Uniwersytetu Robotniczego (Association de l'université ouvrière des émigrés polonais en France)
UACP	Union des Associations catholiques polonaises en France (Polskie Zjednoczenie Katolickie we Francji)
UCPF	Union centrale des Polonais en France (Centralny Związek Polaków we Francji)
UJ	Université Jagellonne (Uniwersytet Jagielloński)
UNRRA	United Nations Relief and Rehabilitation Administration
YMCA	Young Men's Christian Association
ZHP	Związek Harcerstwa Polskiego we Francji (Union des éclaireurs polonais en France)
ZNP	Związek Nauczycielstwa Polskiego we Francji (Union des instituteurs polonais en France)
ZORR	Związek Osadników i Robotników Rolnych (Union des colons et ouvriers agricoles)
ZRP	Związek Robotników Polskich we Francji (Société des ouvriers polonais en France)
ZUPRO	Związek Uczestników Polskiego Ruchu Oporu we Francji (Association des résistants combattants polonais en France)
ZUS	Zakład Ubezpieczeń Społecznych (Office national des assurances sociales)

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements.....	9
Note de l'auteur.....	11
Préface de Józef Łaptos.....	13
Introduction	17
Objet de la recherche.....	19
Présentation du corps des sources.....	21
Les archives.....	21
La littérature scientifique.....	22
Construction du livre.....	28
PROLOGUE. Les antécédents et le contexte de la présence étrangère en France au lendemain de la seconde guerre mondiale.....	29
La genèse: la communauté polonaise en France avant 1945.....	29
Les débuts de l'immigration polonaise en France.....	29
La grande vague de l'immigration polonaise: les travailleurs arrivés dans l'entre-deux-guerres.....	33
L'influence des années de guerre dans la situation des immigrés polonais en France.....	43
La présence étrangère en France au lendemain de la seconde guerre mondiale.....	51

PREMIÈRE PARTIE

LA SITUATION ET LES CHANGEMENTS

AU SEIN DE L'IMMIGRATION POLONAISE D'AVANT-GUERRE

AU LENDEMAIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

CHAPITRE 1. Les caractéristiques de l'ancienne immigration polonaise en France au lendemain de la Libération.....	61
La composition et la répartition de l'immigration polonaise d'avant-guerre.....	61
La répartition professionnelle des travailleurs polonais.....	72
La situation sociale et matérielle des travailleurs polonais selon les secteurs d'activité.....	82
Anciens déportés en Allemagne et anciens <i>Volksdeutsche</i> de nationalité polonaise: la situation des Polonais appartenant à des groupes particuliers créés en temps de guerre.....	99
CHAPITRE 2. Le rapatriement des anciens immigrés polonais: l'action de <i>reemigracja</i>	109
Les premiers retours: avant l'accord franco-polonais.....	110

Le rapatriement organisé dans le cadre des conventions franco-polonaises (1946-1948) : déroulement et bilan	111
Partir en Pologne ou rester en France? Les motivations des immigrés polonais	125
Le rapatriement des déplacés et réfugiés polonais de France : l'action de <i>repatriacja</i>	132
CHAPITRE 3. Des Polonais en France aux Français d'origine polonaise :	
l'intégration progressive à la société française	135
L'évolution des mœurs et des traditions au sein de la communauté polonaise établie en France depuis des années.....	135
Les naturalisations des immigrés polonais	145
Les facteurs contribuant à l'intégration progressive des polonais à la société française	154
La deuxième génération opte pour la France : le facteur principal du progrès de l'intégration	159
Conclusion de la première partie	163

L'ENJEU DU « CONTRÔLE » DE LA COMMUNAUTÉ POLONAISE
EN FRANCE PAR LES AUTORITÉS POLONAISES EN EXIL ET AU PAYS

CHAPITRE 4. Le fonctionnement des réseaux diplomatiques et consulaires de l'État polonais en France	167
Quand la France reconnaissait le gouvernement polonais de Londres (septembre 1944 - juin 1945).....	168
Quand la France reconnaissait le gouvernement polonais de Varsovie (à partir du 29 juin 1945).....	175
L'« exopolitie » polonaise en France après la perte de la reconnaissance française par le gouvernement polonais de Londres.....	195
CHAPITRE 5. Les anciens immigrés polonais toujours en uniforme militaire après la Libération de la France : les deux nouvelles mobilisations et la démobilisation des ressortissants polonais de France	203
Une nouvelle mobilisation ordonnée par le gouvernement polonais en exil : l'engagement volontaire des immigrés polonais dans les Forces armées polonaises sous le commandement militaire britannique.....	203
L'engagement volontaire dans les bataillons polonais relevant des autorités polonaises de Varsovie et faisant partie de la 1 ^{re} armée française	213
Le retour en France des engagés volontaires dans les Forces armées polonaises de l'Ouest issus de l'immigration polonaise en France	218
CHAPITRE 6. L'action sociale envers les ressortissants polonais nécessiteux en France ..225	225
L'action des représentants du gouvernement polonais de Londres (jusqu'en juin 1945).....	225
L'action des représentants du gouvernement polonais de Varsovie	239
L'action sociale des militants de l'« exopolitie » polonaise en France (après la perte de la reconnaissance française par le gouvernement polonais en exil)	243
Conclusion de la deuxième partie.....	245

TROISIÈME PARTIE

L'ÉVOLUTION DE LA PERCEPTION DU « MAINTIEN DE LA POLONITÉ » :
DES ALÉAS DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES
À LA FIN DES ANNÉES 1940

CHAPITRE 7. Le changement du statut de l'enseignement polonais en France	249
L'enseignement au niveau primaire.....	249
L'enseignement au niveau secondaire.....	270
L'enseignement supérieur.....	276
L'importance réelle de l'enseignement polonais en France et sa situation à la fin des années 1940	278
CHAPITRE 8. L'activité des aumôniers polonais parmi les immigrés en France	283
L'évolution du statut des prêtres polonais en France	283
L'activité du clergé et des religieuses polonais en France	285
CHAPITRE 9. La vie associative des immigrés polonais en France.....	293
La naissance et le développement de la vie associative des immigrés polonais dans l'entre-deux-guerres.....	295
L'activité des associations fidèles au gouvernement polonais en exil et rassemblées dans l'Union centrale des Polonais en France (UCPF)	298
L'activité des associations reconnaissant le gouvernement varsovien rassemblées dans le Comité polonais de libération nationale (CPLN), puis le Conseil national des polonais de France (CNPf).....	318
La vie associative du « bloc catholique » : l'activité de l'Union des associations catholiques polonaises en France (UACP) et de ses organisations membres.....	329
Le fonctionnement des partis politiques polonais en France.....	335
La presse polonaise.....	341
Quel niveau réel de participation des immigrés à la vie associative polonaise en France?	344
La modification du caractère de la vie associative des Polonais en France au lendemain de la seconde guerre mondiale.....	349
L'activité des Polonais dans les syndicats français	353
Conclusion de la troisième partie	361
Conclusion générale	365
Annexes	373
Données statistiques	373
Documents	381
Postface d'Olivier Forcade	393
Sources et bibliographie	397
Sources.....	397
Bibliographie.....	408

Table des tableaux	427
Table des cartes.....	429
Abréviations	431
Index des noms de personnes	435
Index des noms de lieux	443
Table des matières	453